front rouge

organe central du Parti Communiste Révolutionnaire (m.l.)

N° 132 — 14 NOVEMBRE 1974 — CCP FRONT ROUGE 31.191.14 LA SOURCE / BP 161 75864 PARIS CEDEX 18 — 1,50 F

postes, cheminots, santé... la lutte s'étend

1700 f, C'EST POSSIBLE POUR TOUTE LA CLASSE OUVRIERE

Voilà maintenant plus de 4 semaines que les postiers ont engagé la lutte. Aux justes revendications, 1 700 F minimum, 200 F d'augmentation mensuel, Lelong ne répond rien, si ce n'est une revalorisation de certaines primes qui, loin de correspondre à l'augmentation demandée, est un appel à l'intensification du travail, à l'augmentation du rendement ! Pour la revendication sur la suppression de l'auxilariat, Lelong se contente d'annoncer la titularisation pour 6 000 auxiliaires . . . sur plus de 90 000 en tout dans les postes ! Toutes les propositions catégorielles de Lelong qui s'ajoutent à ces miettes visent à empêcher la constitution d'un front de lutte de toute la fonction publique, à diviser même le front de lutte des postiers. Aujourd'hui où, dans la plupart des centres, les propositions ont été rejetées par les postiers et les négociations avec le gouvernement sont actuellement rompues.

Dans le même temps, le gouvernement a déclenché une campagne de grande ampleur contre les grévistes, pour isoler leur mouvement, le briser. Les postiers sont ainsi tour à tour accusés de remettre en cause la « lutte anti-inflation », et par là « l'avenir de l'emploi et du redressement économique » en déposant des revendications de salaires irréalisables ; d'être les responsables du chômage qui se développe dans des petites entreprises, ou les entreprises de vente par correspondance . . . Toute la trame de la campagne contre les postiers, c'est la « crise », spectre d'une grave récession économique qu'il s'agirait aujourd'hui de conjurer par la collaboration de classe, en renonçant aux luttes, aux revendications ; Chirac dans une interview au Figaro du 12 novembre, répondant à la question « Ne dramatisez-vous pas la situation ? », déclare clairement :

« Non, la situation est grave. Pour la nation d'abord. Notre pays est engagé dans un effort essentiel de rétablissement de ses équilibres économiques. Cet effort, il doit le faire en soutenant avec d'autant plus d'énergie la situation de l'emploi que cet objectif est contradictoire avec le premier et que le gouvernement sur la ferme directive du président de la République, a décidé de n'utiliser en aucun cas les variations de l'emploi comme moyen de régulation de l'économie. Ce but ne sera pas atteint si s'instaurent l'anarchie et la contestation systématiques. (. . .) Il est évident que la paralysie progressive des services publics, si elle devenait l'objectif de certains dirigeants syndicaux, aurait des incidences très graves sur l'emploi des salariés du secteur privé.

Déjà des entreprises sont mises en danger par le blocage des services postaux. Des dizaines de milliers de travailleurs sont menacés. »

Mais les postiers refusent énergiquement ce chantage à la crise. La campagne de Giscard et Chirac n'a pas entamé leur détermination à poursuivre la lutte pour obtenir la satisfaction de leurs revendications essentielles. Lundi, les nombreuses correspondances que nous avons pu recevoir de différents centres confirmaient cette détermination malgré les dires contraires du gouvernement qui spécule sur le pourrissement de la grève en faisant courir de tels bruits. Ils refusent d'autant plus ce chantage à la crise qu'ils rencontrent chez les autres travailleurs de la fonction publique un soutien et des revendications convergentes. Les travailleurs de la SNCF et de l'EDF se sont déjà mis en grève et sont prêts à repartir, tandis que la lutte dans les hôpitaux, où les revendications de salaires et contre l'auxilariat sont communes aux postiers, est prête à démarrer. La journée du 13 où la CGT et la CFDT appellent à une manifestation de la fonction publique doit permettre au mouvement d'accroître son ampleur.

QUE FONT LES DIRECTIONS SYNDICALES ?

La conditions du développement du mouvement gréviste à toute la fonction publique et au-delà à la classe ouvrière, c'est d'être vigilants par rapport aux manoeuvres des directions réformistes et révisionnistes dans les syndicats. Déjà, la direction de FO, fidèle à ses vieilles traditions de syndicat jaune, a, prétextant le caractère politique du mouvement, ouvertement désavoué tout ce qui tend à l'étendre à la fonction publique,

l'affaire Stehlin... les benefices des compagnies petrolieres... 2 aspects du "changement" a la Giscard

p. 4 et 6

VIVE LA REVOLUTION D'OCTOBRE

P.6

EDITORIAL

suite de la page 1

refusant de participer à la journée du 13, appelant même à la reprise en certains endroits . . . Les initiatives de la direction confédérale CFDT ont été limitées par l'influence même de ce syndicat chez les postiers et en général chez les travailleurs de la fonction publique ; jusqu'à présent cette confédération ne s'est guère démarquée de la direction de la CGT.

Or quelles sont les initiatives impulsées par la direction confédérale CGT au cours de cette lutte ?

Tous les grévistes ont déjà pu remarquer comment la revendication centrale de la lutte : « *1 700 F tout de suite, augmentation de 200 F mensuels minimum pour tous* » disparaissait et réapparaissait dans les tracts et les appels d'un jour à l'autre. Les révisionnistes du P« C »F dans la CGT, en évitant de s'opposer de front avec les travailleurs sur ce mot d'ordre, l'ont glissé sous la table partout où c'était possible ; et la fédération, quand elle a négocié avec Lelong, n'en a pas soufflé mot, a « oublié » les 1 700 F et « maquillé » les « 200 F mensuels minimum » en « acompte de 200 F ». Mais, parallèlement, là où les travailleurs se sont battus pour l'imposer, les révisionnistes l'ont repris dans leurs appels pour éviter un affrontement vigoureux avec les grévistes. C'est ainsi par exemple que la manifestation du 13 de la fonction publique est appelée sur le mot d'ordre ambigu « 1 700 F minimum, 200 F tout de suite », ambigu parce que s'il fait réapparaître les 1 700 F, il n'exige pas leur satisfaction immédiate.

De même, en ce qui concerne l'extension de la lutte aux autres secteurs de la fonction publique, la direction de la CGT a impulsé à plusieurs moments et en plusieurs endroits des attitudes changeantes. D'un côté, on verra tel délégué révisionniste du P« C »F s'opposer à ce que les postiers prennent contact directement avec les cheminots de leur localité pour les appeler à se mettre en grève, d'un autre côté, on assistera effectivement à une certaine extension de la grève chez les cheminots par exemple jeudi et vendredi dernier, extension à laquelle l'Humanité avait appelé. Tout se passe comme si la direction de la CGT favorisait l'extension du mouvement dans le secteur public, dans la mesure où elle le contrôle, où elle peut le morceler, le canaliser, s'opposant à une extension trop rapide, trop massive, s'opposant aux mouvements qu'elle ne pourrait, le moment venu, arrêter.

Ce sont ces attitudes qui requièrent la vigilance des travailleurs. Certes, les révisionnistes dans la CGT ne s'opposent pas de front, actuellement, aux revendications salariales des postiers ; certes les révisionnistes dans la CGT ne s'opposent pas de front, actuellement, à l'extension de la lutte, dans la dernière période, ils ont même pour une certaine mesure contribué à l'appuyer. Mais les travailleurs ne sauraient leur faire confiance pour porter la lutte à un stade supérieur et à la victoire, alors même que ces révisionnistes ont dans le cours actuel du mouvement des positions fluctuantes révélatrices ; révélatrices du fait qu'ils poursuivent, à travers leur soutien (avec les limites que l'on a vues) au mouvement des postiers, des objectifs autres que la satisfaction des revendications centrales du mouvement. Lesquels ?

LE P« C »F TENTE DE TIRER PROFIT DE LA LUTTE !

On ne saurait répondre à cette question sans la rapporter au dernier Congrès du P« C »F, à la querelle PS-P« C », aux tentatives du gouvernement d'isoler le P« C »F du PS. Le XXIe Congrès du P« C »F a été révélateur des difficultés des révisionnistes à maintenir en même temps leur influence sur les travailleurs qui aspirent à une autre société, et l'équilibre électoral avec le PS. Le recul électoral enregistré lors des dernières partielles a bien montré que le PS était sur le plan des élections le meilleur bénéficiaire de l'Union de la Gauche et ce au détriment du P« C »F.

Aujourd'hui, le P« C »F entend s'appuyer sur le mouvement revendicatif important qui se développe et qu'il tente de contrôler par l'intermédiaire de la CGT, pour affirmer la place politique qu'il entend ocuper, pour obtenir l'arrêt des manoeuvres qui cherchent à l'affaiblir.

En écrivant à Giscard, Chirac et Ceyrac, Séguy se pose bien comme l'interlocuteur capable de faire reprendre le travail. Cette lettre qui réussit le tour de force de n'avancer aucune des revendications des postiers en lutte, traite de l'extension des luttes . . . et des moyens de les prévenir :

« La multiplication et l'extension des conflits sociaux vous placent et nous placent devant des responsabilités qui ne peuvent être éludées.

(. . .) Nous ne sommes pas des partisans du tout ou rien. Vous ne pouvez l'être non plus. Nous continuons à penser qu'il est possible d'aboutir à des compromis acceptables (. . .) ».

Mais en faisant ce calcul, les révisionnistes du P« C »F se trompent lourdement, les travailleurs du secteur public qui commencent à engager la lutte aux côtés des postiers, ne se laisseront pas désaisir de leurs revendications... même... au nom d'un compromis entre MM. Séguy et Chirac ! On ne peut jouer impunément avec les aspirations des travailleurs. L'espoir du P« C »F de pouvoir contrôler l'extension de la lutte et de pouvoir la canaliser vers la reprise le moment venu, se heurtera à la volonté de combat des travailleurs, à leur vigilance !

ELARGISSONS LA LUTTE

1 700 F tout de suite, c'est possible ! C'est possible non seulement pour les postiers, mais pour tous les travailleurs du secteur public, pour toute la classe ouvrière.

En criant à la grève politique, la bourgeoisie tente de prévenir l'extension de la lutte ; elle craint que tout le service public se mette aux côtés des postiers à réclamer 1 700 F tout de suite, 200 F mensuels pour tous » ; elle craint que les bataillons de la classe ouvrière se joignent à ce mouvement !

Notre Parti soutient les postiers en lutte, il soutient les travailleurs du secteur public qui les rejoignent et qui manifestent le 13. Postiers, Cheminots . . . montrent l'exemple en refusant le chantage de la bourgeoisie à la crise économique et en maintenant leurs revendications. La bourgeoisie doit payer la crise !

Notre Parti appelle la classe ouvrière à faire valoir aussi la revendication de 1 700 F, à s'engager aux côtés des postiers. Un tel élargissement des luttes créera un rapport de force favorable, capable de faire reculer la bourgeoisie.

1 700 F tout de suite c'est possible !
Vigilance à l'égard des directions confédérales !
Elargissons la lutte !
A la bourgeoisie de payer la crise !

Marc ANDRÉ
12-11-74

HALTE AU CHOMAGE !

thireau-morel (le havre)

Dès l'annonce des 1800 licenciements (près de 900 dans la région du Havre) les ouvriers de THIREAU MOREL ont réagi avec vigueur : - séquestration du PDG et de deux de ses adjoints. - occupation jour et nuit du siège de l'entreprise. - interdiction faite à plusieurs cadres de revenir sur les lieux. - manifestation très combative en ville. Les travailleurs de THIREAU-MOREL n'acceptent pas qu'on leur dise du jour au lendemain : *«à la porte»*. Ils savent bien qu'il ne peut y avoir de reclassements équivalents, surtout en cette période de l'année. Pour cette raison, ils rejettent avec colère les propositions de réembauche que sont venus leur faire d'autres patrons. Ils refusent aussi d'achever les chantiers en cours. Leur mot d'ordre c'est *«NON aux licenciements !» «Non aux démantèlements!»*. Le syndicat réactionnaire FO qui ne l'adopte pas connait un isolement croissant. Quant à la mairie révisionniste, après avoir promis de donner du travail en priorité à Thireau, elle parle aujourd'hui de *«garantie de l'emploi»* perspective vague qui prépare la trahison. Dans la lutte, l'unité français-immigrés se construit. Au cours de l'AG, un point a été fait sur la situation des travailleurs immigrés, sous contrat, qui, une fois licenciés tomberaient sous le coup de la circulaire Fontanet. Ceux-ci participent de plus en plus à la lutte. La victoire de Thireau-Morel est importante pour la suite des mouvements contre les licenciements. Au Havre, la situation de l'emploi est mauvaise. - Après la liquidation du France, plusieurs boîtes sont menacées (blanchisserie-carénage) - Dans le bâtiment : fermeture de la GEM (électricité), FAURE (maçonnerie) petites boîtes menacées (Atelier Delaunè Renoir, etc...) - Réduction d'horaires à Techin-Plaste. Réduction et licenciements prévus à Luterma (bois).

Chômage technique à Sandouville depuis 6 mois.

Le PCR (ml) fait les propositions suivantes chez Thireau :

- renforcement de l'occupation avec prise en charge collective des questions matérielles - Elargissement du soutien : contact est pris avec d'autres organisations progressistes. Nous avons la perspective de plusieurs comités de soutien sur le Havre et sa banlieue. De nombreux syndicalistes CFDT de Thireau appuient cette initiative : collectes financières, perspectives de l'extension sous les formes appropriées à tout le bâtiment où travaillent des camarades et de nombreux sympathisants et contacts.

Les travailleurs de Thireau-Morel voient ce qu'est la pagaie du système capitaliste. Alors que les ouvriers sont logés dans des taudis, des cages à lapins, on construit des centaines de bureaux qu'on ne peut plus vendre. Alors que, de l'aveu de la bourgeoisie, Thireau tournait correctement (parmi les 25 premières boîtes de France), la décision politique est prise de la liquider. La fermeture est en effet liée pour une part importante aux dettes de l'Etat. La perspective de concentration accelérée (Bouygues serait sur les rangs) se heurtera à la volonté des travailleurs de Thireau-Morel de ne pas se laisser jeter à la rue.

A LA BOURGEOISIE DE PAYER LA CRISE !

rhone-poulenc

Après avoir annoncé dès Octobre, une réduction importante de sa production de fibres synthétiques, Rhône-Poulenc Textile vient de décider la mise au chômage partiel de 21.500 travailleurs pendant deux à quatre semaines prises entre le 1er décembre et le 12 janvier. Ces nouvelles attaques contre l'emploi s'accompagnent de licenciements purs et simples de un millier de travailleurs intérimaires et de la mise à la retraite de 4 à 500 salariés de plus de 57 ans, sans compter les 500 «départs volontaires» prévus par la direction, et les mutations avec maintien de salaire jusqu'au 31 décembre seulement. La situation de Rhône Poulenc, premier groupe français pour la chimie est-elle si dramatique ? Si l'on considère l'ensemble du groupe, force est de constater que son chiffre d'affaires a augmenté de 50% entre le premier semestre 1973 et le premier semestre 1974, les bénéfices progressent, eux, de 45%. De tels chiffres se passent de commentaires ! Cela fait plusieurs années que l'industrie des textiles artificiels et synthétiques connait des suppressions d'emplois, des concentrations, des restructurations et des fermetures d'usines. Ce qui n'a nullement empêché la production d'augmenter sans cesse, ni les profits, ni les investissements de croitre. En effet de 1964 à 1974, le nombre d'emplois dans le textile est passé de 530.000 à 390.000 alors que la production, elle, était multipliée par deux dans la même période. Autant dire que le cadences, elles, ont dû être multipliées par trois. Aujourd'hui *«les ventes diminuent fortement»* affirme la direction... En fait, c'est toute l'industrie textile qui est en plaine restructuration, et Rhône Poulenc entend en faire supporter les frais aux travailleurs. Aussi la riposte ne s'est elle pas faite attendre dès l'annonce de ces licenciements ou de la mise au chômage partiel, les travailleurs de l'usine de Belle Etoile de Saint Fons dans le Rhône, débrayaient deux fois deux heures par équipes et une manifestation avait lieu à l'intérieur de l'usine aux mots d'ordre de : *«Non aux licenciements, non au chômage, Rhône Poulenc peut payer»* et mercredi soir ce sont les 10.000 travailleurs de Saint Fons qui faisaient grève et manifestaient, dans les rues de la ville, leur volonté de refuser de faire les frais des restructurations.

Aussi face à la passivité des directions syndicales qui, font de chaque usine du groupe un cas isolé et qui ne se soucient pas du cas des travailleurs des entreprises extérieures et intérimaires, les syndicalistes révolutionnaires de Rhodia Belle Etoile, Vaise, CTA et des entreprises extérieures ont pris l'initiative de mener des contacts entre les différentes usines du groupe en appelant les travailleurs de RHONE POULEN TEXTILE à prendre contact entre eux.

radiac (briare)

Depuis plus de 40 jours, l'usine RADIAC à BRIARE est occupée nuit et jour par les ouvriers qui refusent de faire les frais de la faillite annoncée il y a un mois.

Au début du mouvement, les 65 femmes OS de l'usine se déclarent en grève, pour exiger le paiement de leur salaire de septembre. Puis la direction dépose son bilan et annonce le licenciement de tout le personnel. Aussitôt les travailleuses décident l'occupation de l'usine 24 h sur 24, elles désignent un comité de grève pour diriger l'action, et profitent de la lutte pour créer deux sections syndicales (CFDT et CGT).

Inutile de préciser que le patron de cette PME s'était toujours opposé à la création de sections syndicales par les travailleurs.

Dans le premier mois de lutte, les grévistes organiseront 4 manifestations de rue qui recueilleront la sympathie et le soutien des travailleurs de Briare et de la population. Des collectes sont organisées, et fin octobre, une journée « portes ouvertes » a lieu. Les grévistes accueillent la population durant toute la journée, lui font visiter l'usine, expliquent la production des auto-radio, les conditions de travail, etc.

Les directions syndicales, les partis de gauche, ce n'est pas sur eux que comptent les travailleurs, heureusement, jugez-en :

— Le PS envoie un télégramme de soutien et un journaliste de « l'Unité » passe une journée entière avec les grévistes . . pour pondre un entrefilet de trois lignes dans son journal !!

— Le P« C »F, lui, envoie 600 F et fait jouer les élus locaux : le conseil municipal de Briare, aux couleurs de « l'Union du Peuple de France » (un maire réactionnaire, un adjoint révisionniste, et des conseillers socialistes) refuse d'apporter son soutien aux grévistes.

Un conseiller général révisionniste descend pour expliquer qu'avec le programme commun le patron aurait été aidé et la boîte n'aurait pas fait faillite. Puis c'est l'appel au député UDR Deniau, au sous-préfet, etc.

Seul le PCR(ML) fait des propositions concrètes pour renforcer le rapport de force en faveur des ouvrières. D'abord étendre la popularisation et faire connaître la lutte au reste du département (malgré la censure systématique de nos articles par la presse locale).

En même temps, relancer l'action par une mobilisation des grévistes pour réaliser un matériel de propagande vivant, de support à la popularisation. En effet, seul un large soutien, et la détermination des ouvrières peuvent imposer le réembauchage de tout le monde dans la même usine.

Pour Radiac, *pas question de démantèlement* : les éventuels racheteurs proposent la création de 2 sociétés ne dépassant pas 49 salariés (pour limiter les droits syndicaux) *Pas question de licenciements* : on propose aux grévistes la réembauche d'une partie seulement des travailleuses . . . et d'ici février 75 !

LA VICTOIRE EST POSSIBLE !
LES « RADIAC » VAINCRONT !

correspondant Orléans.

LA GREVE S'ETEND AU SECTEUR PUBLIC

postiers...

p.l.m.

Les mesures de Lelong ont été rejetées unanimement par les grévistes. Une motion CFDT a été votée et envoyée aux trois fédérations, exigeant comme *« condition formelle à la reprise des négociations que les 1 700 F et les 200 F soient posés comme premier point de l'ordre du jour »*. En effet, malgré les dénégations des directions syndicales, dans plusieurs brigades de jour, ambulants, les portes-parole de FO, en se défendant des justes attaques portées contre eux sur la position de leur fédération par rapport aux propositions de Lelong, ont mangé le morceau en révélant que cette revendication avait été posée une fois au début du conflit et ensuite abandonnée.

Suite à la prise de conscience des postiers antillais, guyanais et réunionais, les révisionnistes ont essayé de dévoyer leurs justes aspirations nationales vers les solutions néocoloniales du programme commun. En faisant venir à la porte du centre le député Ibéné du parti révisionniste guadeloupéen, qui s'est fait démasquer par les travailleurs antillais et français présents : ses arguments néocoloniaux comme quoi les peuples de ces pays n'étaient pas prêts à accéder à l'indépendance ainsi que l'alliance avec Mitterrand, responsable en 53 de répressions sanglantes en Guadeloupe, ont été stigmatisées. Certains postiers antillais ont affirmé que le rôle d'un vrai Parti Communiste était de prendre en compte les aspirations nationales des peuples. Ibéné n'a pu s'en tirer qu'en bafouillant sur Lénine et même Staline !

D'autres voix de postiers français se sont fait entendre pour rappeler l'attitude du P« C »F par rapport à la lutte d'indépendance du peuple algérien.

Diverses autres initiatives ont été prises pour contribuer à la mobilisation, en particulier le montage par le Comité de Popularisation d'une scénette sur la lutte : jouée à l'AG, elle a eu un très bon écho. Dans la CFDT, la bataille se mène pour transformer le syndicat en un véritable outil des travailleurs, pour imposer un fonctionnement démocratique par Assemblées Générales des syndiqués alors que la direction actuelle du syndicat joue les statuts contre les travailleurs en refusant dans le conflit l'AG souveraine des syndiqués et envisage même avec la fédération la dissolution de la section CFDT-PLM. Au PLM, les travailleurs poursuivent la lutte sur la base des 1 700 Francs.

austerlitz

Aussitôt connues les propositions de Lelong, celles-ci ont été vigoureusement dénoncées par les grévistes. La fédération FO, qui estimait avantageuses ces propositions, a été sommée en AG par un vote à l'unanimité de se rallier à la plate forme de départ (1700 F, 200 F uniformes, titularisation). Sous la pression des syndiqués, des brigades de popularisation ont été mises en place; elles doivent assurer le soutien financier, mais les révisionnistes ont pris bien soin de les quadriller. Face au désir d'extension du conflit, toute initiative est combattue au nom de l'intersyndicale qui l'assurerait et nous avons pu constater avec des cheminots d'Austerlitz, que les cheminots étaient prêts à bouger, mais sur des revendications qui valent le coup, c'est à dire les 1700 Francs... Aussi, pour contrer le barrage de l'intersyndicale, un tract de postiers CGT-CFDT d'Austerlitz en direction des cheminots a été élaboré. Néanmoins, la vigilance est plus que jamais nécessaire; en effet, dès le début du conflit, l'ensemble des brigades se réunissait en AG deux fois par jour et décidait de la reconduction du conflit. Aujourd'hui, les révisionnistes dans la CGT ont effectué une manœuvre visant à diviser le front de lutte au centre de tri, en proposant de *«faire revoter la grève tous les jours par service»*, sous le prétexte que, *«comme il y aurait plus de monde pour voter, ce serait plus démocratique»*, ôtant ainsi à l'AG son rôle de direction sur la lutte. Cette initiative a été largement combattue par les interventions des grévistes, néanmoins, appuyée par un délégué révisionniste ayant encore un certain prestige, cette proposition est passée. L'AG d'ensemble gardant un « rôle consultatif ». (sic). C'est un coup grave qui est porté contre les postiers d'Austerlitz, un coup qui démasque les intentions des révisionnistes par rapport à l'avenir de la lutte . . . sectoriser les centres, les brigades pour . . . faciliter la reprise quand elle sera discutée au plan fédéral.

Démocratie sabotée, extension en fonction de leurs intérêts politiques contradictoires avec la victoire de notre lutte, voilà la politique du P«C»F dans ce conflit qui, plus que jamais, implique la vigilance, la reprise en main de leur syndicat par les postiers, la présence du parti sur le centre pour apporter les explications nécessaires.

soutien aux postiers a Venissieux

A l'initiative de notre Parti, une pétition est signée sur la ZUP : déjà 550 signatures. Texte de la pétition : **« soutien aux grévistes des PTT, réouverture du bureau de la Pyramide, Centre Commercial de la ZUP des Minguettes »**.

A la ZUP des Minguettes, pour 45 000 habitants, il n'y a qu'un seul bureau de poste, une demi-douzaine d'employés derrière les guichets, 4 taxiphones. Le bureau de la Pyramide a été fermé après l'ouverture d'un autre bureau dans un autre centre commercial. C'est un problème important pour les habitants de la ZUP qui doivent faire la queue devant les guichets et pour les postiers, car ils sont surchargés de travail. L'ouverture d'un second bureau de poste est liée à la revendication des postiers : « embauche massive ». Cette pétition, présentée à l'initiative du Parti, a eu un grand impact sur la ZUP. Avec de nombreux contacts pris, nous envisageons la création d'un comité d'usagers les Minguettes. Son but, le soutien aux postiers en lutte, la réouverture du bureau de poste. Les camarades veulent ouvrir d'autres perspectives d'action sur les nombreux problèmes de la ZUP (transports, crèches, loisirs, environnement, chauffage, etc.), le Parti montrera qu'un véritable service public n'est possible qu'en régime socialiste.

Ouvriers-Postiers, même combat.

correspondant.

cheminots...

thionville

Dès le déclenchement de la grève de 48 heures, de nombreux syndicats de cheminots ont avancé les 1 700 F, 200 F pour tous, maintien des avantages acquis, titularisation des auxiliaires, sous le mot d'ordre : « ce qui est bon pour les postiers est bon pour les cheminots ». En particulier les sections CFDT d'Audun-le-Roman et CGT d'Hagondange mettaient en place un comité local intersyndical de grève et des AG afin de faciliter la mobilisation la plus large des cheminots . . . A Thionville, des pressions étaient effectuées et réussissaient à faire retirer les 1 700 F sous le prétexte « **1 500 F, ce sera plus facile à avoir** ».

Mais samedi 9, deux membres de l'UR CFDT et deux de la section fédérale CGT, après avoir appelé à « la vigilance » (par rapport à ceux qui luttent pour les 1 700 F dans les syndicats ou par rapport à la bourgeoisie ?) ont imposé la reprise sans un vote, « **prenant acte de l'ouverture des préliminaires en vue de négociations avec la direction de Paris** », *mais en fait voulant éviter la jonction avec le mouvement des postiers.*

Par cette tactique, les révisionnistes et les réformistes sont entrés en contradiction avec les aspirations des travailleurs à la jonction avec les postes ; ils illustrent par là le genre de syndicalisme qu'ils développent et pour la CFDT, révèlent une fois de plus les conséquences de l'influence du PS dans ce syndicat ; gageons que cette nouvelle manoeuvre suscitera encore une nouvelle vague de signatures à l'appel des syndicalistes CFDT opposés à la mainmise du PS sur la CFDT.

correspondant.

lyon

Suivant la voie tracée par les postiers, les cheminots ont rispoté par la lutte à la politique d'intransigeance de la bourgeoisie. La colère des travailleurs était grande. Depuis plus d'une semaine déjà, on parlait de grève: à Chasse, en Assemblée Générale, les cheminots avaient adopté dans leur plate forme les 1700F. minimum. Les directions syndicales qui attendaient la fin de la grève des PTT ont été contraintes de lancer le mouvement chez les cheminots. Dans la région de Lyon, la grève très suivie le jeudi 7 s'est encore renforcée vendredi. Face à cette combativité, les directions syndicales ont tout fait pour casser le mouvement, tendant à empêcher que les travailleurs ne se rencontrent dans la lutte, échangent leur expérience, discutent des formes d'organisation de la grève, des mots d'ordre. La manifestation de la fonction publique, vendredi, qui a, comme prévu, rassemblé peu de monde, a été un bel exemple de démobilisation. -D'une part chez les hospitaliers où régnait une grande effervescence, les syndicats se sont opposés à la grève, interdisant de fait aux travailleurs de participer à la manifestation. -D'autre part en organisant la manifestation l'après-midi, alors que le matin, plus de 3000 postiers à la Bourse du Travail réaffirmaient leur volonté de poursuivre la lutte aux cris de: **«Unité PTT, le combat continue jusqu'à la victoire!»**. On imagine ce qu'aurait pu donner une manifestation avec les cheminots et les hospitaliers à la fin de cette A.G. Aux tentatives des directions syndicales d'isoler le mouvement, les travailleurs affirmaient leur mot d'ordre: **«Cheminots - PTT le combat continue jusqu'à la victoire»** alors que révisionnistes et réformistes dans le syndicat tentaient de recouvrir ce mot d'ordre par **«Une seule solution le programme commun»**. Bien entendu les travailleurs sont restés sourds à ce mont d'ordre. A la suite de la manif une A.G. de plusieurs centaines de cheminots s'est tenue. En fait tout avait été décidé à l'avance par les réformistes de la CFDT et les révisionnistes de la CGT. D'entrée de jeu, les dirigeants lancent l'offensive contre les travailleurs. Avec les mots **« responsables»**, **«raisonnables»**, etc., plein la bouche, ils tentent d'expliquer que la meilleure façon de continuer la lutte, c'est de l'arrêter! Cette tactique, paraît-il est celle **«de la guerilla qui permet de frapper l'ennemi au moment opportun»**. C'est la CFDT qui avait ouvert le feu; quant au représentant CGT, le courage lui manqua pour affronter les travailleurs, il s'évanouit avant d'avoir débité son discours... Les révisos en profitent pour dramatiser, disant **«que la situation était grave..., la grève est une chose sérieuse qui doit être dirigée par des gens responsables»**. Au bout d'arguments il en arrive à: **«Camarades, je ne voudrais pas vous offenser, mais 3000 cheminots de la région ne sont pas présents ici, nous devons en tenir compte. Je veux vous informer aussi que Saint Etienne et Sibelin ont voté la reprise.»** La salle éclate alors de colère «vendus», «trahison», «grève illimitée.» Alors, pressés d'en finir, ils demandent un vote, nouvelle illustration de la démocratie ouvrière conçue par les défenseurs du programme commun. Non seulement les travailleurs n'ont pu s'exprimer, mais encore de nombreux cadres et permanents ont participé au vote. Et pour imposer leur point de vue les révisionnistes ont refusé de décompter les voix.. La réunion s'est terminée dans la plus grande confusion. Si certains travailleurs sont partis découragés, d'autres sont décidés à s'opposer aux directions syndicales rencontrant ainsi les propositions de notre Parti pour que le syndicat redevienne une arme aux mains des travailleurs. C'est ainsi que se forgeront les prochaines victoires.

Correspondant Lyon

La manifestation de la fonction publique le 8/11

travailleurs de la sante

La revendication centrale des travailleurs des PTT — 1 700 F par mois — suscite un écho considérable parmi l'ensemble des travailleurs du secteur public. A cela d'ailleurs, rien de mystérieux : aujourd'hui, 1 700 F pour vivre, c'est vraiment le minimum.

Les travailleurs de la santé ne sont pas les derniers à mettre cette revendication en avant. Dès le 5 novembre, 8 000 d'entre eux avaient manifesté contre le projet de budget de l'Assistance Publique pour 75, qui ne prévoit que 1 500 créations de cadres budgétaires supplémentaires (alors qu'il en faudrait 13 000). Quant aux augmentations de salaire, le projet de budget prévoit généreusement 3 % pour toute l'année 75 ! Au rythme actuel de l'inflation, c'est tout bonnement se payer la tête des travailleurs.

Les travailleurs de la santé n'acceptent pas des salaires dont le pouvoir d'achat diminue toujours davantage par rapport à l'augmentation du coût de la vie. Ils n'acceptent pas non plus les conséquences de la diminution constante des effectifs par rapport à l'augmentation constante du nombre de malades à réparer (les causes de l'augmentation constante du nombre des malades sont à chercher dans l'organisation capitaliste de la vie quotidienne des travailleurs). Ces conséquences n'ont pas seulement pour effet d'aggraver les conditions de travail de ceux qui sont chargés de réparer la santé des travailleurs, elles ont également pour effet d'aggraver encore davantage les conditions de réparation des malades eux-mêmes (un des slogans de la manifestation du 5 novembre était : *« augmentation du personnel, les malades sont en danger »*).

Car la manifestation du 5 novembre ne mettait pas seulement en avant le slogan habituel de la C.G.T. (*« des crédits pour la santé »* : slogan que les révisionnistes ressortent en tous temps, en tous lieux, et dont la généralité ne constitue guère une menace précise pour le gouvernement) ou les slogans jeux de mots, politiquement ambigus, de la CFDT (par exemple : *« Giscard des sous, pas des sous-marins »* !?). D'autres slogans étaient scandés, de l'intérieur de la CGT et de la CFDT, des slogans plus liés à la conjoncture et particulièrement à l'extension de la grève des postiers à l'ensemble du secteur public : *« Hospitaliers solidaires des postiers »* et *« AP, PTT, même patron, même combat »* et aussi : *« les travailleurs ne doivent pas payer la crise »*. De tels slogans reflétaient la combativité des travailleurs de la santé, dont les réviso-réformistes doivent tenir compte. Comme ils doivent tenir compte du mouvement de grève déclenché le même jour — le 5 novembre — dans trois hôpitaux de la région parisienne (Henri Mondor Créteil, Emile Roux et Kremlin Bicêtre). Comme ils doivent tenir compte des débrayages qui ont eu lieu dans la plupart des hôpitaux.

C'est l'organisation capitaliste de la santé qui est mise en cause par les travailleurs en lutte dans les hôpitaux. Les révisionnistes, qui veulent seulement manipuler le mouvement des masses pour redorer leur blason, ne peuvent empêcher cette contestation.

RAPPORT STEHLIN :
une pierre qui leur retombera sur les pieds

Serge LIVET

Dassault et De Bénouville. . . encore une histoire d'enveloppe.

«L'affaire Stehlin» qui a éclaté le 6 novembre, a des origines plus lointaines. C'est en effet le 17 septembre que Stehlin adresse un rapport à Giscard d'Estaing, vantant la supériorité des avions U.S. par rapport au Mirage, rapport qu'il communique également à Poniatowski, Durafour et Soufflet, et à **«des personnalités qui sont dans des associations bénévoles pour la communauté atlantique»** déclare-t-il au micro de RTL. Ce rapport parvient aux mains des gouvernements et états-majors des pays européens devant remplacer leurs F 104.

Cette intervention de Stehlin présente deux aspects: un aspect commercial et un aspect politique.

■

Dans l'âpre concurrence qui oppose l'aéronautique U.S. à l'aéronautique française, l'intervention de Stehlin constitue une publicité de premier ordre pour les firmes U.S.. Le marché européen que s'arrachent les firmes de l'aéronautique est fabuleux, il s'agit d'un contrat d'au moins 20 milliards de francs, portant sur le remplacement des avions Starfighter F104, qui n'ont jamais donné satisfaction, si ce n'est aux ferrailleurs, par quatre pays du nord de l'OTAN: Belgique, Pays-Bas, Danemark et Norvège. Une première commande portant sur 300 appareils serait d'une importance capitale pour la firme qui l'obtiendrait; lui assurant la plus grande part du marché européen des prochaines années.

Pour arracher cette commande, Dassault et les firmes U.S. Northrop et Général Dynamics ont usé de tous les moyens financiers, politiques et économiques. Le rapport de Stehlin dont on connaît les liens politiques et financiers avec l'impérialisme U.S., est une attaque sévère contre le Mirage. Ses arguments en faveur des avions U.S. peuvent avoir d'autant plus de poids qu'il se prévaut d'une longue expérience et de connaissances techniques en tant qu'ancien chef d'Etat-Major de l'armée de l'air.

■

C'est surtout le côté politique de «l'affaire» qui a été mis en avant. Depuis son élection, Giscard est entravé dans l'application de la politique extérieure -pour laquelle il a été élu- le rapprochement avec l'impérialisme US. Il est entravé essentiellement par l'UDR qui malgré la défaite de Chaban Delmas demeure et de loin le groupe le plus fort de la majorité présidentielle. Cette situation marquée par la coexistence dans la majorité de groupes aux options de politique extérieure divergentes, et par la puissance de l'UDR l'oblige à manœuvrer prudemment et à éviter quand c'est possible de se prononcer ouvertement dans un sens ou dans un autre. Sa dernière conférence de presse en témoigne. C'est dans cette situation qu'éclate l'affaire Stehlin.

Si pour Stehlin, intérêts commerciaux et convictions politiques se rejoignent, et s'il a tout fait pour faire circuler sous le manteau chez les clients européens son rapport, la divulgation publique en France de ce rapport allait à l'encontre de ces visées politiques. En effet, l'UDR par tout le tapage organisé autour de sa note a réussi non seulement à resserer ses rangs, à obtenir la démission de Stehlin de la vice-présidence de l'Assemblée Nationale, mais aussi à obliger Giscard à prendre position publiquement sur cette affaire. Celui-ci a dû faire une déclaration condamnant Stehlin, sans toutefois se prononcer sur sa position: **«Le tort du général Stehlin n'est pas d'avoir une opinion sur ce sujet, c'est d'avoir dans une circonstance délicate pour notre pays fait connaître cette opinion à l'extérieur...»**. En se rendant ensuite à Colombey pour s'incliner ostensiblement sur la tombe de De Gaulle, il tente de rassurer l'UDR, à lui donner des gages de sa fidélité au gaullisme.

Oui avait intérêt à la divulgation publique de la «note» de Stehlin, on le voit ce n'est pas le camp des «attentistes»! Tout porte à croire que c'est l'autre camp qui l'a transmise à la presse, quand il eut la preuve formelle que la fameuse «note» avait circulé dans différentes capitales européennes. Preuve qui lui fut fournie par un officier supérieur belge, dont on peut se demander quels intérêts exacts il avait dans cette affaire, qui remit la «note» au député UDR De Bénouville, ami de Dassault en révélant qu'elle était en possession de l'Etat-Major belge.

■

Si la lutte des clans de la majorité autour du «contrat du siècle» est si vive, cela est dû aux conséquences politiques qui en découleront pour l'avenir de l'intégration européenne. Il est certain que si c'est l'appareil U.S. qui est choisi, les U.S.A. disposeront d'un moyen de pression supplémentaire sur l'Europe qui en sera dépendante pour l'entretien des avions, les fournitures de pièces de rechange et en cas de conflit le remplacement des appareils. Le choix d'un appareil U.S. signifierait donc, une défense européenne plus dépendante des USA, et renforcerait l'intégration européenne sous l'égide U.S.

■

Partisans et adversaires du Mirage, prétendent tous défendre les intérêts des travailleurs, soit en préconisant le choix de l'avion U.S. qui couterait moins cher aux contribuables, soit en faisant de la conclusion du contrat au profit de Dassault, la solution aux problèmes d'emploi de l'aéronautique. Tous voudraient sensibiliser les masses autour de leurs projets, mais les travailleurs ne seront pas dupes!

Ils lutteront contre toutes les tentatives des Stehlin, Lecanuet et autres de réintégration de la France dans l'OTAN.

Quant à la «solution» Dassault, bien qu'Huvelin raconte que:**«Le maintien de l'emploi dépend de l'exportation de matériels militaires»**, les seuls bénéficiaires éventuels du contrat du siècle en seront Dassault et ses actionnaires qui augmenteront leurs profits. Une preuve supplémentaire que les travailleurs n'y gagneront rien c'est que pour tenter de décrocher les contrats Dassault a dû promettre que 80% du travail serait effectué dans les pays acheteurs, il n'y aura donc pas d'emplois créés en France.

La concurrence acharnée entre les firmes aéronautiques pour l'obtention des marchés, signifie pour les travailleurs de ces entreprises l'accélération des cadences, des salaires plus bas, pour abaisser les coûts de production et les rendre concurrentiels. Ça signifie aussi des impôts supplémentaires redistribués par l'Etat à Dassault. D'après la Cour des Comptes c'est 850 millions que Dassault aurait reçu pour l'étude d'avions qui n'ont jamais été réalisés.

STEHLIN : UN ATLANTISTE «BENEVOLE»...

Nommé chef d'Etat Major de l'armée de l'air par DE GAULLE en 1960, pendant la guerre d'Algérie, Stehlin est un partisan avoué de«l'Algérie Française», mais il ne s'engage pas avec les putschistes.

En 1963, nommé vice-président du conseil supérieur de l'air, puis conseiller d'Etat en mission extraordinaire, il démissionne pour des sinécures plus rentables. C'est ainsi qu'il devient vice-président pour la planification à long terme de la firme US Hughes Aircraft Company du milliardaire Howard Hughes. Cette firme qui vient de recevoir un contrat de 4 millions de dollars de l'US Air Force pour la mise au point du radar qui équipe l'avion YF16 ou YF17, est directement intéressée par le «contrat du siècle». Serait-ce en tant que représentant du commerce de cette firme que Stehlin fait de la publicité pour les avions US?

Quelque soit l'appareil qui l'emporte, il aura de toutes façons de quoi améliorer l'ordinaire déjà juteux de sa retraite de général; il est en effet vice-président de la société Bugatti, président directeur du groupe Ageco, président du comité de surveillance de la société Gustav Muller, administrateur des groupes Heurtey, Cerabati, Thomson-CSF visualisation et traitement des informations (société qui équipe les avions Dassault, ainsi Stehlin n'a pas mis tous ses oeufs dans le même panier), Idéal Standart, Société des constructions Mécaniques de Mulhouse.

En 68, il est élu député de Paris dans le 16^{0} arrondissement contre un candidat UDR. Il milite également comme il le dit dans «des associations bénévoles pour la communauté atlantique», c'est-à-dire des associations pour la défense de l'impérialisme US. Il est en effet membre du Comité directeur du «Comité France Amérique» et de l'«Association Française pour la Communauté Atlantique».

Le remplacement du Starfighter: LE «CONTRAT DU SIECLE»

D'ici1982, les USA et l'Europe de l'Ouest se disputeront un marché mondial d'avions militaires de 29 000 appareils, ou 455 milliards de francs (nouveaux). C'est l'estimation faite par les experts américains, sans compter le coût des pièces détachées qui peuvent représenter entre le tiers et la moitié du montant des contrats.

Le marché européen est évalué à 175 milliards de francs, et actuellement c'est sur une partie de ce marché que porte la compétition: le remplacement de plus de 300 appareils.

Sur les cinq firmes en compétition, seules Dassault, avec le FI M53, et les firmes US, Northrop avec le YF 17 Cobra et Général Dynamics avec le YF 16, sont capables dans cet enjeu de proposer les compensations et les facilités suffisantes pour arracher le contrat.

Pour obtenir ce marché, tous les moyens sont mis en œuvre: corruption, tractations économiques, chantage politique.

CORRUPTION

Aux USA la firme Northrop qui propose le YF 17 vient d'être condamnée pour l'entretien d'un fonds d'intervention de 6 millions de francs dont elle avoue avoir fait usage lors des campagnes présidentielles de 68 et 72.

En Hollande, il y a un mois, un nouveau scandale éclatait. Le député Dankert, président de la commission des affaires étrangères, révélait que la société Dassault lui avait offert de devenir son conseiller spécial en matière de vente d'armes moyennant 2,5 millions de francs. Le député libéral Kéja affirmait pour sa part que la société Dassault lui aurait proposé 50 mille francs pour se prononcer en faveur du FI M53. Dassault a aussitôt démanti déclarant *«qu'il n'a jamais été en rapport avec aucun des parlementaires hollandais»*; soit il s'agit d'une machination de la CIA: les députés en cause sont des pro-US notoires, et le secrétaire US à la défense James Schlesinger a demandé que*«les ambassadeurs en Europe emploient leur influence et leur énergie pour que les Starfighters soient remplacés par des appareils US.»* Soit il s'agit effectivement d'une affaire de corruption, Dassault a déjà été mis en cause dans des affaires de ce genre. Il avait perdu le marché suisse suite à la démission de plusieurs officiers supérieurs soupçonnés d'avoir reçus des pots de vin de son service de marketting. Et un scandale du même genre s'était produit au Pérou, tandis qu'en Colombie les militaires se sont plaints de ne pas avoir touché les commissions qui leur avaient été promises.

Cependant la corruption des politiciens, des militaires et des responsables de l'armement, pour courante qu'elle soit n'est qu'un des aspects du problème: il ne s'agit là que de petits moyens.

COMPENSATIONS ÉCONOMIQUES

L'essentiel des efforts des constructeurs, soutenus par leur gouvernement, consiste dans l'offre des compensations économiques les plus avantageuses. Pour emporter l'adhésion, le Pentagone promet aux acheteurs éventuels le développement du réseau logistique et des facilités d'entrainement et d'expérimentation sur le territoire américain. De son côté la France aurait offert au Danemark de construire un aérodrome commercial au cas où ils achèteraient le Mirage, elle aurait promis à la Hollande sa coopération pour l'épuration des eaux polluées du Rhin et un accroissement des valeurs des importations des produits agricoles hollandais.

Les deux sociétés US Northrop et Général Dynamics proposent aux pays européens de sous-traiter 50% de la valeur du contrat et 10% de toutes les commandes qu'elles obtiendront.

Pour sa part la France offre des compensations industrielles considérables: 70% minimum de la production serait effectuée aux Pays-Bas et en Belgique, et une garantie anti-inflationniste limitant l'incidence de l'inflation sur les prix de vente à 7,5%

PRESSIONS ET MANŒUVRES POLITIQUES

Mais toute cette corruption, toutes ces tractations économiques sont évidemment accompagnées de pressions politiques. Les USA usent de leur hégémonie politique et militaire pour inciter les pays européens leurs partenaires de l'OTAN à choisir l'avion US.

Pour faire pièce aux pressions US, la France manœuvre en présentant le Mirage comme «la solution européenne». C'est ce que déclare Chirac au Danemark, c'est aussi ce que déclare le général Mitterrand, inspecteur général de l'armée de l'air. Cette question fait partie des préoccupations du Ministre de la Défense Soufflet lors des dernières conversations avec ses homologues européens.

Starfighter : LE CERCUEIL VOLANT

Il y a quinze ans les pays européens de l'OTAN (Belgique, Pays-Bas, RFA...) avaient déjà eu à choisir entre un avion français le Mirage III et un avion américain le Starfighter F104.

Grâce à leur suprématie sur le camp occidental, alors que la France etait encore empêtrée dans la guerre d'Algérie, les USA emportèrent le marché et vendirent plus d'un millier de F104 en Europe.

Les «performances» de cet appareil lui ont valu le nom de «cercueil volant». Bien que n'ayant participé à aucun combat, 158 F104 se sont écrasés au sol, et 75 pilotes ont trouvé la mort aux commandes.

Les causes exactes de ces «accidents» n'ont jamais été vraiment élucidées, du moins publiquement; et malgré les protestations des pilotes allemands, les autorités allemandes ont maintenu les vols sur F104: tenant à utiliser un matériel qui a coûté des dizaines de milliards, ils se moquaient bien de la vie des pilotes. Les négociations actuelles étant tenues secrètes, on ne sait pas si les USA ont offert de livrer un cercueil en prime avec chaque YF16 ou YF17.

Nous publions dans ce numéro la suite résumée du compte rendu des forums du Rassemblement Communiste du 3 novembre à la Mutualité. Ces forums ont été un important succès pour l'édification de notre Parti, pour le renforcement de ses liens avec les masses populaires. Les multiples réflexions entendues au cours du rassemblement telles que le regret de ne pouvoir participer aux divers forums qui se tenaient simultanément, le regret de voir certains débats ne pas durer assez longtemps ou le fait que les forums ont fait le plus souvent salle comble témoignent que l'organisation de tels forums correspond à ce que souhaitaient les milliers de personnes, travailleurs, jeunes, qui sont venues.

Certes, un certain nombre de questions n'ont pas été traitées à fond, les réponses apportées n'ont pas quelquefois été suffisantes pour satisfaire toutes les interrogations des participants. Le caractère nouveau de tels forums débats explique certaines difficultés qu'ont pu rencontrer les camarades du Parti chargés de les diriger. Mais l'essentiel qui ressortait des discussions au sortir des forums c'est qu'ils répondaient à l'attente des participants, par les thèmes abordés et reflètent les préoccupations actuelles des masses. Ils répondaient à l'attente des participants par la forme nouvelle adoptée. Ceux qui sont venus, ont pu non seulement écouter les propositions de notre Parti, approfondir leur connaissance de notre Parti, ils ont pu aussi débattre de ces propositions et faire part à cette occassion de leur expérience de vétérans de la Résistance, de syndicalistes, de travailleurs en lutte, etc..., cette expérience sans laquelle le Parti Communiste ne saurait s'édifier.

L'organisation de tels forums par le PCR n'est pas une question de méthode, c'est la manifestation concrète du parti de type nouveau que nous voulons construire, un parti qui est la négation des masses-spectateurs: s'agit-il dans les rassemblements communistes que nous concevons de convoquer les masser à venir applaudir les discours du Parti? Non, il s'agit pour nous d'appeler les masses à avoir une part active dans de tels rassemblements, dans la discussion, dans l'enrichissement despropositions du parti. Les formes nouvelles de lutte de la classe ouvrière, comme à LIP, ont montré la volonté grandissante des masses à prendre leurs affaires en mains, leurs aspirations à la démocratie la plus large pour le peuple et qui ne peut s'exercer dans la société capitaliste.
Le Parti doit permettre aux masses de lever les obstacles qui entravent leur initiative révolutionnaire. Les rassemblements du Parti doivent y contribuer.

Les forums ont illustré concrètement cette conclusion de l'intervention centrale de Max Cluzot, secrétaire politique de notre Parti: *« Camarades... c'est votre enthousiasme, votre expérience qui aideront le Parti Communiste Révolutionnaire (marxiste-léniniste) à devenir ce qu'il doit être. »*
C'est pour cela, pour forger ce parti de type nouveau que nous entendons renouveler et améliorer cette expérience des forums-débats, en y associant le plus largement possible tous ceux qui aujourd'hui s'interrogent sur notre Parti, s'interrogent sur la voie à suivre pour répondre aux aspirations révolutionnaires des masses.

Le compte rendu de ces forums est forcément bref, compte tenu du nombre restreint de pages dont nous disposons dans Front Rouge. Il se poursuivra encore la semaine prochaine. Une vue plus détaillée de ces forums figurera dans « Révolution Prolétarienne », revue politique mensuelle de notre Parti dont le numéro un paraîtra avant la fin du mois.

rassemblement communiste du 3 novembre (suite)

LA LIGNE DU PCR(ml) LARGEMENT DEBATTUE DANS LES FORUMS

''Assises du P.S.'' et ''Congres du P.''C.''F.''

Au cœur de ce forum, une série de questions auxquelles se confrontent, dans la vie, ceux qui sont réellement engagés dans la lutte révolutionnaire: 6 ans après Mai 68, quelle est l'emprise exacte des idées révisionnistes dans la classe ouvrière et les masses aujourd'hui? Comment situer, au-delà de sa force numérique apparente, les faiblesses profondes du P«C»F et des organisations sous son contrôle? L'évolution actuelle du P«C»F: consolidation ou désagrégation? Bref, comment entreprendre la destruction du révisionnisme, principal obstacle à la révolution? Mais aussi: que signifie l'expansion électorale de la social-démocratie rénovée, seconde composante de l'Union de la Gauche? Par quels moyens faire échec à la tentative du PS réformiste pour pénétrer, par le biais de la CFDT, dans le mouvement ouvrier?
Les réponses du Parti suscitèrent un grand intérêt, et, bien souvent, une adhésion enthousiaste des participants, parce qu'en clouant le bec aux bavardages impuissants et provocateurs des rabâcheurs de «principes», elles se fondaient toujours sur le mouvement historique, sur la réalité de la lutte de classes aujourd'hui, sur l'expérience riche de la pratique révolutionnaire du Parti.
Les camarades, à la tribune, montrèrent que la force essentielle qui permettrait la destruction du révisionnisme, c'est le développement des aspirations révolutionnaires des masses. Ce mouvement historique, apparu largement en Mai 68, s'est affirmé, par la suite, avec de plus en plus de netteté, et a abouti, dans le cadre de toute une série de luttes, Lip au premier chef, à un rejet massif des propositions révisionnistes par les ouvriers.
Les marxistes-léninistes sont les seuls, dès avant Mai 68, à s'être préparés à ce mouvement historique, à se fixer comme tâche d'arracher la classe ouvrière au révisionnisme. Dès 1970, sur la base de l'analyse correcte de notre société impérialiste, ils déterminaient la tactique: mobiliser en premier lieu les couches les plus exploitées de la classe ouvrière, les moins sensibles à l'emprise du révisionnisme. La vie nous a donné raison: les grandes grèves d'OS de 1971, les grèves «sauvages» de 1972 (Penarroya, Joint Français, St Brieuc...), luttes contre la Circulaire Fontanet, Peugeot St Etienne, Renault en 73, autant de luttes, autant de brèches dans l'influence du révisionnisme.
Aussi, la mobilisation des énergies révolutionnaires de la classe ouvrière et des masses autour de la stratégie de la Révolution et la lutte pour qu'elles se libèrent de la domination révisionniste apparurent comme un seul et même processus: la lutte pour l'édification du Parti Communiste.
L'effritement, le démantèlement irrémédiable des positions révisionnistes: telles furent les conclusions tirées du XXIe Congrès du P«C»F. Gilbert Mury montra qu'en avilissant sans cesse l'objectif du socialisme, en l'assimilant à l'aménagement du capitalisme par le Programme Commun, le P«C»F s'opposait de plus en plus ouvertement aux aspirations des masses au socialisme. Le Parti révisionniste, dans sa fuite en avant, Marchais en tête, pour rallier l'électorat réactionnaire, pour multiplier les garanties de loyauté à la bourgeoisie, a été contraint, pour la première fois dans un congrès, à reculer pour apaiser le désarroi de ses militants, avec des acrobaties du genre: **«Nous ne voulons que des changements démocratiques, mais nous voulons aussi le socialisme; nous tendons la main aux petits et moyens patrons mais nous prétendons toujours représenter la classe ouvrière, etc...»** *Ces reculades témoignent de contradictions importantes au sein même du P«C»F. Aujourd'hui, de nombreux militants ou sympathisants du P«C»F engagent la discussion avec le Parti, le rejoignent ou s'apprêtent à le rejoindre.*
Une grande partie de la discussion se fixa sur la lutte contre le révisionnisme et le réformisme au sein du mouvement syndical avec à la tribune, deux camarades syndicalistes.
L'importance décisive de la lutte au sein de la CGT fut largement reconnue et soulignée - comme aussi l'ampleur des obstacles dressés par les révisionnistes, attachés à conserver à tout prix, ce puissant moyen de contrôle sur la classe ouvrière.
Dans la CFDT, l'initiative de l'appel des syndicalistes opposés à la participation aux «Assises» du PS, initiative soutenue par le Parti rencontrait manifestement le soutien de la quasi-totalité des participants au forum. Ce qui fut souligné à plusieurs reprises, c'est que, pour la première fois, le courant révolutionnaire dans les syndicats se donnait les moyens avec cette bataille de prendre un caractère de masse, de devenir une force, de fonder sa cohérence et son dynamisme sur l'acquis même des luttes.
La discussion approfondit aussi la portée réelle de l'Opposition Syndicale Révolutionnaire: non pas un nouveau syndicat, ni une minorité organisée en fraction, mais un mouvement large, aussi bien dans la CGT que dans la CFDT, répondant au besoin de réflexion, de coordination et d'unification de milliers et de milliers de syndicalistes qui mènent leur combat sur des bases de classe, se heurtent au réformisme de leur confédération.
Dans l'ensemble du débat, ce qui s'est dégagé, c'est la cohérence et la clarté de la ligne du Parti, sa continuité aussi. Par exemple, en répondant à une question sur le mot d'ordre «unité autour des OS», les camarades qui animaient le débat ont été amenés à montrer comment, sur la base de l'analyse de la classe ouvrière, s'ordonnaient à la fois l'implantation du Parti dans la classe ouvrière, la tactique de lutte contre le révisionnisme et l'orientation dans le mouvement syndical.

Ce qui se dégageait, enfin, c'est la capacité du Parti, à partir de sa juste ligne, à rassembler les forces qui entrent en lutte, à différents niveaux avec le révisionnisme et le réformisme, à les engager dans des batailles de masse comme celle, en cours, contre la main-mise du PS sur la CFDT, à les réunir en un seul faisceau convergent. Bref, la capacité du Parti Communiste à se construire à partir du mouvement révolutionnaire des masses, c'est cette réalité vivante qui suscitait l'adhésion, souvent l'enthousiasme des très nombreux participants au forum.

crise politique et politique de crise

Quelle est la nature profonde de la crise aujourd'hui en France? C'est cette question qui a été débattue au forum « Crise politique et politique de crise ». L'analyse concrète de la crise aujourd'hui conditionne les réponses que les communistes apportent aux aspirations manifestées par les masses ; elle conditionne la capacité des communistes à prévoir, à plus ou moins brève échéance, le développement d'affrontements aigus entre les masses et la bourgeoisie, entre les masses, et les révisionnistes et réformistes. C'est pourquoi personne aujourd'hui ne saurait se satisfaire d'appréciations générales sur la crise du genre : « la crise de l'impérialisme est générale depuis 1914 » ou « la crise est idéologique, politique et économique » ! Résumons ici brièvement les éléments qui ont été fournis pour caractériser la crise aujourd'hui.

La crise est-elle dans son fond une crise économique ? C'est ce que prétend la bourgeoisie dans la campagne sur la crise qu'elle alimente quotidiennement par sa presse à grand tirage, ses radios . . . Le spectre de 1929 est très fréquemment brandi. Or l'examen de la situation économique, tel qu'il est lui-même fourni par les revues spécialisées destinées à la consommation interne de la bourgeoisie, dément cette vision catastrophique ; certes, on assiste à des difficultés importantes dans certaines branches (automobile, bâtiment), mais à côté de cela, des secteurs se développent (sidérurgie, électronique . . .) globalement, la bourgeoisie prévoit une expansion pour 74 et 75 avec des hauts dans les biens d'équipement. On le voit, on est loin du spectre de 1929 ; les signes des difficultés de la bourgeoisie actuellement (la hausse du pétrole, le déficit de la balance commerciale, les fermetures de P.M.E. . . .) ne constituent pas *aujourd'hui* le tableau d'une grave crise économique, de catastrophes imminentes !

Pourquoi la bourgeoisie dramatise-t-elle ainsi, pourquoi cette campagne alarmiste ? La bourgeoisie cherche à faire payer ses difficultés aux travailleurs, elle cherche en leur imposant une paupérisation accrue (salaires rongés par l'inflation, chômage, conditions de vie hors de l'usine aggravées) à faire payer aux travailleurs les concessions qu'elle a dû consentir aux justes revendications des pays producteurs de pétrole. Mais elle ne cherche pas que cela, parce que ses difficultés ne sont pas seulement économiques, elles sont avant tout politiques : elles résident dans la difficulté pour la bourgeoisie de stabiliser à son profit les rapports de classe, elles résident dans le fait que la bourgeoisie ne peut plus gouverner comme avant. C'est l'accumulation de ces difficultés qui constitue la *crise politique*.

Quelles sont les manifestations de cette crise politique ? Si le débat n'a pas permis de les approfondir dans le détail, un certain nombre d'éléments ont été cités.

• **Le développement des aspirations révolutionnaires des masses** d'abord manifesté particulièrement dans les luttes qui se développent depuis 18 mois : le cas de Lip est certainement le plus exemplaire de tous, mais dans les luttes comme celle d'Usinor du printemps dernier, ou comme celle de Faulquemont aujourd'hui, ces aspirations à une société nouvelle radicalement différente de ce que propose la « gauche » aujourd'hui, se sont fait jour, même de manière confuse.

• **La faillite du modèle de consommation** : pendant des années, la bourgeoisie a fait travailler la classe ouvrière en développant l'illusion « plus on produit, plus il y en a pour l'ouvrier », alors qu'en même temps que l'ouvrier pouvait effectivement acquérir une mobylette, une voiture, un frigidaire, parce qu'il en avait besoin avec les conditions d'exploitations modernes, ses conditions de vie et de travail n'en empiraient pas moins. Aujourd'hui, ce « modèle de la consommation », véritable modèle de collaboration de classe, fait faillite dans les masses, en même temps que la production de ces biens de consommation ne rapporte pas aux capitalistes le profit maximum. La bourgeoisie lui substitue le modèle de la crise qui appelle l'ouvrier à se solidariser avec son patron non plus pour pouvoir consommer plus mais pour éviter le déclenchement de graves catastrophes, pour « sauvegarder l'essentiel ». C'est un tel « modèle de crise » que la bourgeoisie développe systématiquement pour répondre aujourd'hui aux luttes et aux aspirations des travailleurs, comme celles des postiers actuellement.

• **L'instabilité du système politique par lequel la bourgeoisie exerce son pouvoir.** La stabilité politique de la période gaulliste a bel et bien disparu aujourd'hui. Si la constitution de 1958 demeure, elle ne confère pas à Giscard la même autorité qu'avait de Gaulle parce que ce dernier disposait d'un parti politique dominant qui prévenait tout renversement de situation au Parlement, et parce que ce dernier s'appuyait sur un personnel politique issu pour une part importante de la fraction de bourgeoisie qui, pendant la guerre avait résisté plus ou moins à l'occupant nazi, ce qui lui conférait un certain prestige dans les masses. Aujourd'hui, pour Giscard, rien de tel : pas de parti politique dominant, un personnel politique qui apparaît bien plus aux yeux des masses comme des affairistes de la finance, ou des personnes de peu d'envergure. Derrière les termes de « changement », de « réforme », se cache l'incapacité du gouvernement à mettre sur pied un projet politique cohérent capable de duper les masses, de dévoyer leurs aspirations à une nouvelle société, alors que de Gaulle, avec des thèmes comme « la décolonisation » (qui masquait en fait le recul de l'impérialisme français dans les colonies) ou « indépendance nationale » (développement des contradictions avec l'impérialisme US) avait pu assurer à la bourgeoisie une certaine assise dans les masses. Les « réformes » de Giscard, au contraire, quand elles ne sont pas complètement bidon, ne font que traduire des reculs par à-coups, au jour le jour, sur des points où les masses engagent la lutte (femmes . . .) ; recopiées à la hâte du programme commun, de telles réformes s'avèrent en fait impuissantes à tromper les aspirations des masses, le « modèle de la crise » tenant lieu en fait de seul et unique projet politique que Giscard peut offrir aux masses aujourd'hui.

• **Le recours à la « gauche », solution éphémère aux difficultés de la bourgeoisie** : les 13 millions de voix obtenues par Mitterrand ne peuvent faire illusion, ils ne constituent pas, quoiqu'en dise Marchais, une adhésion au programme commun ; combien de travailleurs ont voté à reculons Mitterrand pour voter contre Giscard, sans trop d'illusions sur ce qu'apporterait un succès de Mitterrand, parce qu'ils ne voyaient pas s'affirmer clairement une autre perspective. Aujourd'hui, alors que Giscard alimente son pseudo-libéralisme en puisant des réformes dans le programme commun, celui-ci, mis partiellement en application avant l'heure va faire illusion de moins en moins comme une alternative à la société capitaliste, cela d'autant plus que ni Mitterrand, ni Marchais ne contestent le « modèle de la crise » . . .

Le débat n'a pu revenir sur tous ces points. Il a surtout porté sur l'appréciation de la situation économique, sur la différence qu'il y a entre la paupérisation absolue des masses qui, elle, est bien réelle, et le développement d'une crise économique qu'on ne constate pas aujourd'hui. Le caractère nouveau du sujet abordé explique certaines difficultés rencontrées lors de ce forum-débat. L'appréciation que l'on porte sur la crise aujourd'hui en France est pourtant décisive pour la définition des tâches des communistes, pour la prévision des affrontements révolutionnaires qui se préparent ; s'agit-il d'attendre le mûrissement des aspirations révolutionnaires des masses, du développement (pour quand ?) d'une crise économique importante, ou s'agit-il de voir dès aujourd'hui dans la crise politique bien réelle qui sévit, les signes avant-coureurs de massifs affrontements de classes où révisionnistes et réformistes ne pourront faire valoir leur tutelle et qu'il faut préparer aujourd'hui.

C'est pourquoi nous reviendrons, par une série d'articles dans Front Rouge, par aussi des débats publics, sur cette question « crise politique politique de crise ».

des benefices enormes, pas d'impot... un beau cadeau que fait l'etat capitaliste aux societes petrolieres

Une fois de plus, les compagnies pétrolières sont sur la sellette. En effet l'assemblée nationale a rendu public un rapport de la commission d'enquête contituée le 27 juin dernier pour examiner *«les conditions commerciales, financières et fiscales dans lesquelles les sociétés pétrolières opérant en France approvisionnent le marché français et y assurent la distribution des différents produits pétroliers»*. Et il faut bien le dire, le dossier réuni par les parlementaires est plutôt accabant pour les monopoles pétroliers..

LES COMPAGNIES PETROLIERES NE PAIENT PAS D'IMPOT

De multiples dispositions tout à fait légales sont en effet à leur disposition, qui leur permettent de déduire pratiquement ce qu'elles veulent de leurs bénéfices imposables.

– Il s'agit d'abord des *«provisions pour reconstitution de gisements»* **sommes déduites des bénéfices imposables qui seraient en rpincipe destinées à la recherche de nouveaux gisements de pétrole pour remplacer ceux qui sont épuisés. Or, note le rapport,** *«grâce à cette allocation il serait possible de récupérer 10 à 20 fois les investissements réels des gisements.»*

– Il s'agit aussi des *«provisions pour fluctuations de cours»* **qui autorisent les compagnies à déduire de leurs bénéfices imposables les sommes qu'elles mobilisent pour la constitution de stocks. Or les fluctuations de prix du brut (c'est à dire sa hausse), loin de gêner les compagnies, leur permettent au contraire de réaliser d'énormes bénéfices. Le brut stocké, acheté à l'ancien cours, et revendu au nouveau tarif, leur a, par exemple, permis au début de l'année d'empocher 6 milliards en une nuit. A cela s'ajoute encore le bénéfice réalisé de la même façon sur les stocks en mer a propos desquels il est dit dans le rapport:** *«la hausse des prix intérieurs des produits pétroliers intervenue le 11 janvier 1974, soit seulement 11 jours après la décision de Genève, a permis de réaliser un bénéfice incontestablement réel, celui-là, sur les stocks en mer»*

«le bénéfice consolidé». **Ce système, mis au point en 65 par Giscard, permet aux sociétés pétrolières de déduire de leurs impôts (non pas dans ce cas là, du bénéfice imposable) les taxes payées aux pays producteurs. Ainsi lorsque les pays producteurs augmentent leurs taxes, alors qu'elles sont assurées de pouvoir déduire de leurs impôts cette augmentation des charges, les compagnies en prennent cependant prétexte pour appliquer des augmentations sur les prix de détail qu'elles pratiquent!**

Avant 65, la CFP (Compagnie Française des Pétroles) localisait ses bénéfices dans une filiale aux Bermudes, où il n'y avait pas d'impôt sur les bénéfices. Aujourd'hui, avec le système du «bénéfice consolidé» ce n'est plus la peine. Qu'on en juge: *«Elf et la CFP ne paient aucun impôt en France au titre de l'impôt sur les sociétés,* **constate le rapporteur.** *les filiales des 2 groupes se sont vu restituer le tiers de ce qu'elles devaient au fisc.»*

Les compagnies françaises ne sont pas seules à bénéficier de ces privilèges fiscaux. Le rapport note que: *«Les filiales françaises des grandes sociétés étrangères paient au titre de l'impôt sur les sociétés des sommes dérisoires. Certaines d'entre elles (Esso et plus recemment Shell) bénéficient du jeu de la provision pour reconstitution de gisement... Toutes jouent sur la provision pour fluctuation de cours.»*

Par ailleurs les prix de transfert, c'est à dire les prix auxquels les sociétés-mères leur facturent le pétrole brut, sont calculés de manière que le bénéfice soit minimum sur le territoire français. Au total, note le rapport, *«le montant des impôts payés au titre de l'impôt sur les sociétés en 73 par les filiales des sociétés étrangères a été de 20 millions de Francs pour un chiffre d'affaires total de 16'3 milliards de Francs».*

LES COMPAGNIES TRICHENT SUR LE PRIX DU BRUT QU'ELLES ACHETENT

Pour obtenir des pouvoirs publics des augmentations de tarif, elles faussent complètement le prix auquel elles se procurent le pétrole brut. En fait, il s'agit surtout de mystifier les consommateurs, car la DICA (Direction des Carburants), dont c'est précisement le rôle d'évaluer le prix du pétrole qui arrive en France et de décider le niveau des prix intérieurs, n'est naturellement pas dupe de cette escroquerie.

Il y a en effet deux sources d'accès au brut: le brut des «concessions» appartenant (juridiquement évidemment) en propre aux compagnies, qui vaut 8 dollars, et le brut « de participation» appartenant aux pays producteurs, qui le revendent aux compagnies 10 dollars. Le coût moyen du pétrole que se procurent les compagnies dépend donc des proportions respectives du «brut de participation» et du «brut de concession» proportions qui varient selon les gisements, et selon les pays producteurs.

En prenant comme base de calcul les proportions de 60% de «brut de participation» et de 40% de «brut de concession», alors qu'en fait la part du «brut de participation» (plus cher) dans le total du pétrole acquis par les compagnies est souvent beaucoup plus faible (25% en 73, établit le rapport), les pétroliers dissimulent, selon une évaluation de la commission d'enquête, la bagatelle de 94 millions de francs par mois.

LES COMPAGNIES S'ENTENDENT POUR IMPOSER UN PRIX ELEVE

Sur ce point aussi, le dossier est riche en accusations détaillées. Il s'agit par exemple de la pratique des «tables», c'est à dire de réunions où les grands pétroliers se répartissent les marchés et décident des prix et des moyens de couler les concurrents qui pratiqueraient des prix inférieurs. *«Un rapport très faible,* lit-on, *existe entre la concertation indispensable à la réalisation des objectifs gouvernementaux, et l'organisation (par les pétroliers) d'une répartition stricte des marchés dont l'irrespect est sanctionné par des mécanismes de sanctions-pénalités»*

Par exemple, au cours d'une réunion en 1970, les compagnies avaient décidé de couler la SAGIP, détaillant indépendant de Marseille, qui cassait les prix en vendant moins cher. Depuis cette réunion la SAGIP avait vu subitement les raffineries couper son approvisionnement, les banques cesser de faire crédit, etc... Mais ce ne sont pas seulement les petits détaillants franc-tireurs, qui ont été victimes de ces «tables». Des sociétés comme Air France ou les Charbonnages de France en ont elles aussi fait l'expérience, et le rapport reproduit une déclaration de M. Ratier, directeur d'Air France, *«Au moment de l'embargo... les compagnies ont multiplié les prix par quatre, brutalement et ont associé ces conditions de prix de conditions draconiennes de volume. A l'évidence les compagnies s'étaient partagé le marché et avaient fourni des propositions en volume légèrement inférieures à nos besoins de l'ordre de 10%... chaque compagnie nous a dit: «notre prix n'est valable que si vous acceptez le volume que je vous propose. Si vous prenez moins, vous paierez le volume que vous n'aurez pas pris, si vous prenez plus, je ne pourrais pas vous fournir.»*

L'ETAT ET LES COMPAGNIES PETROLIERES COLLABORENT ETROITEMENT

L'Etat détient 35% des parts de la CFP (connue sous la marque TOTAL) et la majorité de celles d'ELF-ERAP. Compagnies qui tiennent à elles seules 39% du marché français. Or, souligne le rapport, ces compagnies, notamment ELF, sont partie prenante et même souvent à l'avant garde des accords de gangsters entre les compagnies privées ou non: *«à partir du moment où ELF-ERAP est entrée dans l'UCSIP (cartel des compagnies) elle a eu une attitude analogue à celle des autres firmes pétrolières en matière de mécanismes anti-concurrentiels, lorsqu'elle n'a pas pesé pour les mettre en place.»*

Par ailleurs, le rapport souligne les liens étroits qui unissent l'administration et les sociétés pétrolières.

«La DICA a été présentée par bien des témoins comme le vecteur administratif de la profession pétrolière.» **Entre la DICA et les groupes pétroliers d'état** *«un va et vient permanent a toujours existé»* **au niveau des hommes. Ainsi Guillaumat, aujourd'hui directeur d'ELF, qui a été de 1945 à 1949 directeur des carburants.**

Mais aussi M. Vailland, qui, lorsqu'il était à la DICA, avait signé en 1971 une subvention de 12 millions et en 1972 de 8 millions au profit de la société Forex Neptune, filiale de la société Schlumberger qui l'emploie justement depuis son départ de l'administration en 1973.

A BAS LA POILITIQUE D'AUSTERITE!

Mais par delà toutes les manipulations politiques bourgeoises, qui sont à son origine et qu'il va susciter, ce rapport est une preuve de plus du chantage contre les travailleurs dont la bourgeoisie use quotidiennement: le rapport lui-même indique: *«les pays producteurs de pétrole deviennent (d'après le gouvernement) les responsables de tous nos maux: l'inflation, la montée du chômage, les restrictions qui se mettent en place... Il est difficile de faire entendre la voix de la raison... Le pétrole n'est responsable que pour 2,7 points de l'inflation que connait la France, alors que l'on sait que notre inflation correspond à une hausse annuelle des prix de l'ordre de 15%.»*

Quelles nouvelles justifications le gouvernement pourra-t-il après cela apporter aux restrictions de chauffage et à la hausse des prix, alors qu'un rapport officiel explique aujourd'hui en long et en large que ce sont les compagnies, avec le soutien de l'état qui organisent la pénurie et la hausse des prix pétroliers?

La vérité, que ne révèle pas ce rapport , c'est que les restrictions n'ont d'autre but que d'entretenir une atmosphère de crise qui justifie le refus apporté aux revendications des travailleurs, et permet ainsi le maintien du taux de profit maximum pour les capitalistes.

En fait, tous ces mensonges de la bourgeoisie sont l'expression de la crise qui la traverse et le rapport de la commission , démontrant la fragilité de la majorité gouvernementale, en apporte une preuve supplémentaire.

Frédéric MONTAGNET

VIVE LA REVOLUTION D'OCTOBRE !

Octobre 17 : sous la direction du Parti Communiste bolchévique, les ouvriers, les paysans, les soldats révolutionnaires donnaient l'assaut au Palais d'Hiver de Pétrograd où s'était réfugié, à l'abri des bataillons de choc réactionnaires, le gouvernement bourgeois provisoire de Kerenski. En moins de 24 heures, tous les centres vitaux de la capitale, les ministères, les gares, les postes, la banque d'Etat, etc., étaient entre les mains des masses révolutionnaires. Le parlement bourgeois était dissous.

De 1918 à 1920, la guerre révolutionnaire dirigée par le parti bolchévik allait permettre d'écraser les armées blanches dépêchées par les pays impérialistes coalisés contre le jeune Etat socialiste, et d'instaurer sur tout le territoire la République des Soviets, la dictature du prolétariat.

Octobre 17 a sonné le glas des théories opportunistes des partis de la 2ème Internationale qui prêchaient *la conquête du pouvoir par la classe ouvrière*, dans le respect de la légalité bourgeoise, par une majorité au parlement bourgeois. Lénine a montré à cette occasion qu'il ne pouvait y avoir une majorité du peuple acquise consciemment au socialisme sous la dictature de la bourgeoisie, compte tenu des moyens de propagande, d'information, des moyens de domination idéologique dont celle-ci dispose.

Mais le rôle du Parti Communiste a consisté à rassembler les aspirations révolutionnaires des masses, à les faire converger en une force unique, tout en isolant le plus possible la minorité des ennemis actifs, irréductibles, de la Révolution.

Le Parti Bolchévique a su concrétiser les aspirations révolutionnaires des masses par des mots d'ordre qui tout en répondant à leurs aspirations immédiates, les mobilisaient pour la Révolution socialiste. Les masses voulaient *le pain, la paix, la liberté*, le gouvernement provisoire, lui, poursuivait la guerre impérialiste, n'apportait aucune amélioration au sort des masses, pourchassait les ouvriers révolutionnaires. C'est après avoir fait l'expérience, de février à octobre 17, du gouvernement provisoire, après avoir fait l'expérience que *le pain, la paix, la liberté* ne pouvaient être obtenus et garantis par le gouvernement bourgeois de Kérenski, que les masses ouvrières et paysannes, dirigées pas à pas par le parti bolchévik, ont conclu à la nécessité de la prise du pouvoir par elles-mêmes. *Tout le pouvoir aux Soviets*, devient alors le mot d'ordre du parti, il signifie la volonté de détruire de fond en comble la vieille machine d'Etat des classes exploiteuses pour la remplacer par le pouvoir des ouvriers et des paysans, organisés en soviets, formant l'Etat prolétarien. Dans les mois qui précèdent octobre 17, le Parti Bolchevik, d'abord minoritaire dans les soviets, y mène une lutte victorieuse contre les courants hésitants de la petite-bourgeoisie et pour convaincre de la nécessité d'opposer la force armée des travailleurs à la force armée des exploiteurs.

La victoire de la Révolution d'Octobre a été aussi une grande défaite du révisionnisme et de ses inepties sur le *passage pacifique et parlementaire au socialisme*, de ces inepties selon lesquelles le prolétariat doit se contenter de prendre telle quelle la vieille machine d'Etat bourgeoise pour la faire fonctionner pour son propre compte.

Octobre 17 : c'est la victoire de l'alliance des ouvriers et des paysans. C'est l'échec des tentatives des classes exploiteuses de s'appuyer sur les producteurs des campagnes pour isoler la classe ouvrière comme la bourgeoisie française y était parvenue en écrasant la Commune de Paris.

En donnant dans une première étape *la terre à ceux qui la travaillent*, la Révolution d'octobre mobilisait la masse des paysans pauvres ayant peu ou pas de terres, contre les vestiges du féodalisme et contre les propriétaires fonciers qui les réduisaient à la famine.

Aujourd'hui dans notre pays, l'alliance des ouvriers et des paysans est aussi une condition décisive de la Révolution socialiste. Alliance des ouvriers avec la masse des paysans pauvres et moyens pour qui l'alternative à une disparition pure et simple, l'alternative à l'exode rural en masse, réside dans la collectivisation de l'agriculture que seule la Révolution socialiste, libérant le paysan des contraintes du marché capitaliste, peut réaliser.

La Révolution d'Octobre a prouvé que, malgré la domination idéologique de la bourgeoisie et d'autres classes exploiteuses, malgré l'attachement à la propriété privée, la masse de la paysannerie peut s'engager dans le combat révolutionnaire aux côtés de la classe ouvrière contre la bourgeoisie et toutes les vieilles classes exploiteuses.

Octobre 17 était possible, comme l'a souligné Lénine, parce que les conditions étaient réunies à la fois « en haut » et « en bas », c'est-à-dire que non seulement les masses populaires ne voulaient plus être gouvernées comme avant, mais aussi, les classes exploiteuses ne pouvaient plus gouverner comme avant.

Une position défavorable par rapport au capitalisme d'Europe occidentale plus développé, plus puissant, aux prises avec la résistance des peuples opprimés de l'Orient, doté d'un système politique archaique, etc., un ensemble de facteurs convergeaient pour faire de la Russie, au début du siècle, le pays impérialiste le plus difficile à gouverner. La crise impérialiste déclenchée avec la guerre de 1914 renforçait cet état de fait pour faire de la Russie le maillon le plus faible dans la chaîne mondiale des pays impérialistes.

Analysant les conditions favorables à la Révolution, créées par cette situation, le Parti Communiste Bolchévik a su diriger opportunément le mouvement des masses pour faire mûrir la crise politique et rendre inévitable l'affrontement décisif d'Octobre 17. La Révolution d'Octobre montrait que ce n'était pas forcément là où les forces productives étaient le plus développées, mais là où la crise politique était la plus profonde que la Révolution éclatait d'abord. C'était du même coup la preuve que, quel que soit le degré d'interpénétration économique, commercial, financier, entre les pays impérialistes, la Révolution est possible dans un seul pays, selon le degré atteint par la crise politique.

Octobre 17 a fait la démonstration que sans parti communiste, la Révolution socialiste n'est pas possible.

C'est l'existence d'un parti réalisant à la fois l'analyse, fidèle à la réalité, de la situation politique et économique de la Russie, pour déterminer sa stratégie et sa tactique, et la mobilisation des masses sur la base de leurs aspirations révolutionnaires, que le parti bolchévik a pu mener le mouvement des masses à la victoire.

C'est en montrant les perspectives de développement social tout en s'appuyant sur les aspirations révolutionnaires que le Parti Bolchévik a pu rallier les éléments les plus conscients des classes exploitées de Russie, faisant véritablement du Parti un instrument pour les masses populaires. C'est par une telle démarche que le Parti Bolchévik a été capable de saisir l'importance du potentiel révolutionnaire existant dans la paysannerie et ses possibilités d'alliance avec la classe ouvrière. C'est grâce à une telle démarche que le Parti Communiste Bolchévik a pu être l'Etat-major efficace pour commander l'assaut contre le vieux monde pourri de la Russie tsariste.

Jean Paul GAY

les revisionnistes sovietiques ont liquide les acquits d'octobre

brejnev a la porte !

Brejnev vient en France du 5 au 7 décembre prochain. Brejnev c'est, dans les faits, l'ennemi juré du socialisme.

Durant près de 40 ans, après le déclenchement de la Révolution d'Octobre 17, l'Union Soviétique a nourri l'espoir des travailleurs du monde entier, pour la construction d'un monde nouveau, d'où seront bannies l'exploitation et l'oppression capitaliste.

Aujourd'hui, l'Union Soviétique donne du socialisme un visage repoussant dont se sert la bourgeoisie de notre pays pour combattre les aspirations des travailleurs à la transformation de notre société au socialisme.

On connaît le raisonnement : « Vous voulez le socialisme, mais regardez l'URSS, les gens sont-ils heureux ? » Le P « C »F vient à la rescousse de la bourgeoisie pour tenter de détourner les travailleurs du socialisme en citant les pays révisionnistes comme exemple de « socialisme ».

En manifestant contre la venue de Brejnev, nous affirmerons que le socialisme ce n'est pas cela. Manifester contre Brejnev, c'est manifester contre le capitalisme restauré en Union Soviétique, contre la dictature de la nouvelle bourgeoisie que subissent les travailleurs soviétiques et que les appellations de « socialisme » ont de plus en plus de mal à cacher.

Le « socialisme » de Brejnev n'est qu'une caricature de socialisme. En manifestant contre sa venue, nous manifesterons pour la défense du socialisme tel que les masses enthousiastes et conscientes, le construisent en Chine, nous manifesterons pour affirmer notre volonté de faire triompher le socialisme en France.

L'Union Soviétique, sous Lénine et Staline a été le symbole de la Libération des peuples et de la défense de la paix contre le brigandage impérialiste. Les sacrifices des peuples de l'Union Soviétique, notamment dans la guerre antifasciste de 39/45, ont été bafoués par la dégénérescence de l'URSS en une superpuissance impérialiste. Disputant à l'autre superpuissance, les Etats-Unis, l'hégémonie sur les peuples du monde, l'URSS mène aujourd'hui une politique de rapine, de chantage, de force contre les peuples : l'invasion de la Tchécoslovaquie, la tutelle sur les pays du COMECON, l'agression contre le Pakistan par l'intermédiaire de l'Inde, les entraves à la lutte de libération des peuples arabes, etc., les exemples ne manquent pas.

Aujourd'hui, tout en parlant de « détente » en Europe, le social-impérialisme, intéressé par le potentiel économique et humain de l'Europe, déploie des forces militaires considérables dans cette partie du monde dont il menace la sécurité.

Les travailleurs de notre pays ont une longue expérience de lutte contre les tentatives de domination étrangère. Ils ont mené dans le passé des luttes d'envergure contre l'impérialisme américain, pour le démantèlement des bases américaines en France.

Aujourd'hui, contre les tentatives d'hégémonie des deux superpuissances sur l'Europe, il faut développer la lutte.

En manifestant contre la venue de Brejnev, nous manifesterons contre le représentant de l'impérialisme soviétique qui, avec l'impérialisme US sont les principaux ennemis des peuples.

VIVE L'URSS DE LÉNINE ET DE STALINE !
VIVE LE SOCIALISME !
A BAS LA NOUVELLE BOURGEOISIE SOVIETIQUE !
A BAS LE SOCIAL-IMPERIALISME !
BREJNEV A LA PORTE !

a paraitre

REVOLUTION PROLETARIENNE

revue politique mensuelle du P.C.R. (ml)

au sommaire du No 1 consacré au Rassemblement Communiste du 3 novembre

* l'intervention centrale de Max CLUZOT secrétaire politique du PCR (ml)
* les textes concernant les forums-débats
* les autres interventions

passez vos commandes à
REVOLUTION PROLETARIENNE
BP 267, 75866 Paris Cedex 18

PRIX : 5 F.
(plus port 1 F.)
abonnement 1 an 50 F (port compris)
CCP la SOURCE 34 504 01

apres l'echec de Hussein CONTRE LES COMPLOTS ET LES MENACES D'AGRESSION SOUTIEN RESOLU A LA REVOLUTION PALESTINIENNE

Le dernier sommet arabe de Rabat a consacré l'isolement de Hussein et a reconnu la souveraineté de l'OLP sur le territoire de la Palestine. Hussein, on le sait, revendiquait la Cisjordanie - terre palestinienne - qu'il avait annexée à son royaume et que les sionistes occupent depuis juin 1967. Pour justifier cette revendication de la Cisjordanie, Hussein avançait l'idée qu'il était mieux placé que l'OLP pour négocier avec «Israël». En fait il espérait que l'accord de désengagement en Cisjordanie serait signé à son profit ; et il avait bon espoir d'être entendu par ses maîtres américains.

En effet, les buts poursuivis par l'impérialisme US avant le sommet de Rabat étaient à peu près ceux-ci : persuader Israël d'opérer un retrait en Cisjordanie et relancer la conférence de Genève en y invitant la Jordanie, quitte à accepter que des Palestiniens siègent au sein de la délégation jordanienne. Comme on le voit, ce plan était fondé sur la négation pure et simple de la réalité nationale du peuple palestinien Hussein avait proclamé bien haut qu'en ce qui concerne la Cisjordanie il ne voyait que trois solutions :

- **l'annexion par la Jordanie ;**
- **une soi-disant fédération jordano-palestinienne ;**
- **un soi-disant Etat palestinien.**

Voilà comment l'impérialisme US espérait enterrer la question palestinienne. Les positions adoptées par le sommet de Rabat rendent ce plan plus difficile à appliquer. L'OLP a réussi à obtenir la condamnation par les pays arabes des prétentions jordaniennes. Cette unanimité arabe résulte de la conjonction provisoire d'intérêts entre, d'un côté la Résistance Palestinienne et les Etats qui la soutiennent fermement (Algérie, République Démocratique du Yémen, Irak) et de l'autre côté, les Etats arabes dépendants de l'une ou l'autre super-puissance. Peut-on attendre de l'Egypte un soutien conséquent à la Révolution Palestinienne? La personnalité politique de Sadate commence à être trop bien connue pour qu'on puisse lui accorder la moindre confiance. N'a-t-il pas déclaré au lendemain même des décisions de Rabat que le sommet arabe n'avait pas mis *«un verrou aux possibilités de règlement de la crise»*. **L'Arabie Séoudite ultra-réactionnaire peut avoir des contradictions avec l'Etat sioniste, elle est quand au fond opposée à la Résistance Palestinienne qu'elle présente volontiers comme une organisation dangereuse d'athées et de marxistes.**

Que ces pays aient été contraints de soutenir les thèses de l'OLP, c'est une excellente chose, mais cela marque également les limites de la victoire diplomatique remportée par l'OLP à Rabat. De la même manière l'audition cette semaine de Y. Arafat à l'ONU est une bonne chose pour le peuple palestinien mais comme l'a dit Kiao Kouan-Houa, chef de la délégation chinoise à l'ONU : *«l'expérience historique mérite attention, il ne faut pas se faire une illusion chimérique sur les résolutions des Nations Unies»*.

La nouvelle tournée Kissinger au Moyen-Orient est fondée sur la nécessité pour l'impérialisme américain de se rendre compte des possibilités de manœuvre qu'il lui reste après le sommet de Rabat.

En fait, aujourd'hui, 2 solutions existent pour l'impérialisme américain entre lesquelles il n'a pas tranché :

- **tenter de mettre sur pied une solution négociée et les positions du social-impérialisme sont à prendre en compte, sur ce terrain ;**
- **accélérer les préparatifs d'une guerre de l'Etat sioniste et multiplier d'ores et déjà les offensives contre les Palestiniens au Liban.**

Dans les 2 cas l'ennemi principal pour l'impérialisme US et le sionisme est bien entendu la Résistance Palestinienne : le but poursuivi par l'impérialisme US est toujours le même : tenter de liquider la Résistance Palestinienne. Au cours de sa tournée au Moyen-Orient, Kissinger avait plusieurs points à discuter : la question de la reconduction du mandat des «casques bleus» qui servent de tampon entre les troupes sionistes et arabes, les concessions que l'Egypte et la Syrie seraient prêtes à faire en échange d'un désengagement supplémentaire de quelques kilomètres dans le Sinaï et éventuellement sur les hauteurs de Kuneitra. En «Israël», il est allé rassurer le gouvernement sioniste inquiet de son isolement grandissant sur le plan international.

De son côté le social-impérialisme ne reste pas inactif. Il manœuvre en s'appuyant sur le FDPLP (organisation pro-soviétique) dont il vient de recevoir les dirigeants à Moscou. Nayef Hawatmeh , leader du FDPLP , et Gromyko , représentant du social-impérialisme,ont fait entendre le même son de cloche et rabaché la solution qu'ils préconisent : un Etat «palestinien» en Cisjordanie et et à Gaza. Un pareil Etat obtenu au prix d'un accord international ne pourrait pas constituer réellement une base arrière pour poursuivre la lutte contre «Israël» dans la mesure où il serait coincé entre l'Etat sioniste et l'Etat jordanien ce qui paralyserait les capacités d'action de la Résistance. C'est l'interprétation que Hawatmeh et le social - impérialisme donnent de la reconnaissance par le sommet arabe du *«droit du peuple palestinien à établir son pouvoir national indépendant sous la direction de l'OLP en sa qualité de seul représentant du peuple palestinien sur tout territoire libéré»*. **(point 2 de la déclaration finale de Rabat).**

En fait, le point 2 ne fait que reprendre les formulations du Conseil National de Juin qui, pour les révolutionnaires palestiniens signifient tout simplement l'affirmation de la souveraineté potentielle de l'OLP sur la Palestine (ce qui inclut évidemment la souveraineté de l'OLP sur toute partie de la Palestine qui serait libérée).

Si la Résistance Palestinienne peut tirer partie des contradictions entre les super-puissances, la marge de manœuvre sur ce terrain est étroite, car l'URSS est d'accord avec les USA sur le droit à l'existence de l'Etat sioniste, nul doute que les super-puissances s'uniraient contre le peuple palestinien si le problème de la survie d'«Israël» se trouvait posé.

De nombreux faits montrent qu'aujourd'hui les risques d'une nouvelle guerre d'agression de l'Etat sioniste sont grands. Dans la dernière période, l'impérialisme US a considérablement augmenté le volume des fournitures militaires. Le budget militaire d'«Israël» est passé de 17 à 33% du Produit National Brut, les agressions contre le Liban se multiplient ; le 6 novembre, un convoi d'une trentaine de blindés a manœuvré le long de la frontière libanaise.

Dans le même temps, la Résistance entreprend des actions extrêmement meurtrières pour l'ennemi, comme la récente bataille de Oued-Araba où les troupes sionistes ont subi de lourdes pertes.

Si les nouvelles tentatives de négociations manigancées par les super-puissances échouent, Israël déclenchera une nouvelle guerre dès que ses maitres yankees lui en auront donné le signal.

Préparons nous à soutenir fermement le peuple palestinien contre les nouvelles épreuves qui l'attendent.

Contre tous les complots, PALESTINE VAINCRA !

Norbert ROSSINI

abonnez-vous
Front rouge CCP 31 191 14 La Source
pour la France
pli normal 1 an 60 F
3 mois 15 F
pli fermé 1 an 120 F
pour l'étranger : écrire au journal qui fournira le tarif.

DEMANDE DE CONTACT AVEC LE P.C.R. (ml)

Nom
Prénom
Adresse
Profession
envoyer à F.R. BP 161 75864 Paris Cedex 18

la faim dans le monde: des centaines de milliers de morts

UN SEUL RESPONSABLE L'IMPERIALISME

Dans les pays dominés par l'impérialisme, la sécheresse et la faim . .

Le 5 novembre s'est ouverte à Rome la Conférence Mondiale de l'alimentation. Les pays non alignés avaient lancé cette idée à leur Conférence de septembre 73. C'est une nouvelle bataille qui s'est engagée entre les peuples du Tiers Monde et les impérialistes.

Selon les experts chargés de préparer les débats, **«il est douteux qu'une crise alimentaire ait jamais pris des proportions mondiales comme celle-ci»**. Les rapports récents de la F.A.O. sont formels, **«la production alimentaire mondiale baissera de nouveau en 1974»**. Dès aujourd'hui, un demi-milliard d'hommes, dont la moitié d'enfants souffrent de la faim. Dans un avenir très proche, un tiers de l'humanité est menacé de famine. Qui est responsable de cette famine ?

LA SÉCHERESSE : UN ALIBI DU BRIGANDAGE IMPÉRIALISTE

Pressés de répondre par les peuples qu'ils ont mis en coupe réglée pendant des décennies, les impérialistes continuent à défendre leur brigandage. Pour les impérialistes, ce qu'ils appellent sous-développement est un phénomène naturel, une conséquence du climat, de la géographie, de la malchance... Giscard n'a-t-il pas affirmé : **«Nous ne guérirons pas la misère du monde, ni nous, ni d'autres. Cette misère, même si elle peut changer avec le temps, est inscrite dans la fibre de l'espèce humaine comme la maladie et la mort !»**. Par tous les moyens les impérialistes cherchent à maintenir le statut-quo, à conserver ce formidable moyen de pression sur la majorité des hommes qu'est le chantage à la faim, à la mort ! Les responsables de la famine dans le monde, ce ne sont pas en effet les climats ou la démographie, mais le brigandage impérialiste.

Prenons l'exemple du Sahel, où des centaines de milliers de personnes sont mortes par suite d'une terrible sécheresse. Au Niger, tous les enfants de moins de deux ans sont morts, dans les zones touchées. Dans la seule Ethiopie, 200.000 personnes au moins sont mortes. Ce qu'a dit la bourgeoisie pour expliquer ce massacre, c'est que le désert avançait vers le Sud, que le climat changeait, que donc on n'y pouvait rien ! C'est vrai, le désert avance vers le Sud, mais pourquoi ? C'est vrai, la sécheresse a été exceptionnelle. Mais dans d'autres pays aussi, sans que les hommes meurent, alors pourquoi ? Si le désert s'installe dans les pays du Sahel, c'est parce que les terres sont épuisées. Les colonialistes ont accaparé les meilleures terres, par la force, pour imposer des cultures d'exportation au détriment des cultures vivrières qui répondaient aux besoins prioritaires de la population et assuraient le plein emploi. Ils ont introduit de toutes pièces des cultures comme l'arachide. Pour le coton ils ont fait planter des variétés qui n'étaient pas utilisables pour les métiers à tisser traditionnels. Ces deux cultures industrielles imposées, sont entre les mains des impérialistes français en particulier. Les pays du Sahel sont les chasses gardées des Lesieur, Unilever, Parisbas, des frères Willot... Pour forcer les paysans à produire ce qu'ils exigeaient, les colonialistes ont institué un impôt en argent, qui les forçait donc à vendre leur récolte. Comme par hasard, le produit de la vente des cultures industrielles était égal au montant de l'impôt ! Pour pouvoir le payer, les paysans ont dû délaisser les cultures vivrières, augmenter les surfaces et le temps qu'ils consacraient aux cultures industrielles. Pour financer les «programmes de productivité proposés par les organismes», ils sont de plus en plus obligés de gager ou de vendre une partie de leur récolte vivrière, qu'ils devront racheter 2 ou 3 fois plus cher après la récolte de coton ou d'arachides. Selon la hausse des impôts, la hausse des prix des produits nécessaires à l'agriculture d'exportation (engrais, semences...), les paysans sont contraints à restreindre leurs réserves en mil ou autres céréales. Ils en sont réduits à pratiquer une culture extensive des plantes vivrières, parce qu'ils ne peuvent leur consacrer du temps. La culture extensive épuise le sol. La jachère devient de plus en plus espacée, tous les 2 ou 3 ans, on finit par la supprimer et pratiquer une succession épuisante mil/arachide. La jachère reculant il n'y a plus de troupeaux, il n'y a plus de fumure. Pour agrandir l'espace consacré aux cultures industrielles, de vastes espaces sont déboisés. Les sols sableux voient leur taux de matière organique baisser rapidement. Pour cultiver l'arachide, on force les paysans à appauvrir le sol par des plantations répétées de mil, car l'arachide a besoin de terres peu riches. La conséquence c'est que l'eau n'est plus retenue dans le sol, c'est que les sols sont de plus en plus sensibles à l'érosion. Le vent emmène l'argile et l'humus, arrache les arachides. Les paysans n'ont pas les moyens d'acheter des engrais car les prix de l'arachide et du coton baissent. L'introduction des machines n'a fait qu'agraver les choses : les surfaces cultivées sont accrues, les terres en jachère ont disparu. Ce processus a déclenché un exode rural important, alors même que les industries sont très peu développées.

Devant cette situation de sécheresse, la production céréalière a baissé en flèche. Il a fallu importer du grain, et pour le payer, les paysans ont dû encore accentuer leur effort sur les cultures d'exportation ! Le cheptel, relégué sur les terres les plus touchées, a été décimé.

Quand on sait qu'il faut 12 ans pour reconstituer un troupeau à condition d'en avoir les moyens, on peut dire qu'il est pratiquement condamné.

LA CAMPAGNE RACISTE DE LA BOURGEOISIE

Dans ces conditions, ce que les impérialistes tentent d'imposer, c'est le contrôle des naissances. Pour l'«économiste rural» américain Lester Brown, par exemple, toute solution passe par ce contrôle. Waldheim lui-même répète qu'il faut que **« l'évolution de la démographie soit maitrisée en fonction des possibilités de production alimentaire»**. C'est clair : la production céréalière baisse, la population du Tiers Monde doit baisser aussi. C'est un véritable appel au meutre, d'autant plus que toute la presse bourgeoise, se faisant l'écho des inquiétudes des impérialistes, présente ainsi les choses : **«fin du siècle, 5 milliards d'êtres plus ou moins dans la misère, contre 2 milliards d'êtres repus»** ; ou bien **«dernier élément capital, le facteur temps : il ne reste que 25 ans environ avant qu'une humanité «robuste» ne soit ruinée par une sous-humanité affamée...»** («Le Monde» du 5 nov.).

Nous dénonçons cette campagne raciste qui veut faire croire que le Tiers Monde est un danger pour les peuples des pays développés, qui les considère comme responsables des difficultés de la bourgeoisie, campagne qui a pour but de faire l'unité de toutes les classes sociales devant ce prétendu péril. Est-il besoin de rappeler que la démographie n'est pas la cause de la famine qui touche aussi bien des pays à faible densité, alors qu'en Chine, par exemple, 700 millions d'hommes ont vaincu la faim.

Voulant malgré tout se donner une bonne conscience, devant ce gachis dont ils sont responsables, les impérialistes prétendent qu'ils se saignent aux 4 veines pour lutter contre la faim ! Voyons un peu. La sous-nutrition dont souffre la plupart des pays du Tiers Monde entraîne des maladies graves très répandues : la cécité, en particulier en Inde, en Indonésie, au Bengladesh, l'anémie, le rachitisme... A l'heure actuelle, 20 personnes meurent de faim tous les jours dans la grande ville de Dacca. En Inde, plusieurs milliers de personnes seraient mortes. Des émeutes de la faim ont eu lieu déjà l'an dernier en Inde, dans la ville de Maharashtra, violemment réprimées.

Le pays ne peut plus payer les importations d'huiles minérales, d'engrais ou de nourriture, d'autant plus que les livraisons américaines de blé ne se font plus contre de l'argent, mais contre des marchandises!

Les réserves mondiales de céréales représentent à peine un mois de consommation. Alors que les pays du Tiers Monde sont contraints d'acheter 60 millions de tonnes de céréales, les E.U. ont réduit en 1972 leur production céréalière. En conséquence, le prix du blé, du maïs, du riz, a été multiplié par 4 par les USA principal fournisseur. Les engrais aussi ont vu leur prix quadrupler. Alors que la sécheresse, puis les inondations, ont rendu catastrophique la situation de nombreux pays du Tiers-Monde, «l'aide publique» a en fait baissé de 40% en un an ! Ainsi les livraisons de la CEE se font en fonction des excédents disponibles.

LES PEUPLES DU TIERS-MONDE ACCUSENT L'IMPÉRIALISME.

Devant cet immense gachis, ces souffrances imposées à des millions d'hommes, le Tiers Monde accuse, par la voix du président Boumédienne : la crise **«illustre les graves dangers que comporte la poursuite d'une politique de domination dans un domaine aussi vital que l'alimentation par le secours de certains pays, développés, à la limitation délibérée de l'offre afin de soutenir des prix artificiellement élevés et de s'assurer le contrôle du commerce mondial»**. Les Américains et les Russes, pressés par les pays du Tiers Monde à expliquer pourquoi, alors qu'ils sont les premiers producteurs mondiaux de céréales, ils se sont entendus sur la livraison, encore cette année, de quantités supplémentaires de blé, n'ont même pas daigné répondre. M. Menshikov, prouvant que pour les sociaux impérialistes aussi, le droit du payeur compte et lui seul, est allé jusqu'à dire : **«Ce sont des transactions commerciales normales»**. C'est à dire que pour l'URSS, ce n'est pas l'aide qui compte, mais le prix que les pays peuvent y mettre.

L'«AIDE» UN PILLAGE CAMOUFLÉ

L'impérialisme a aussi d'autres prétendues «solutions». Les impérialistes n'hésitent pas aujourd'hui, comme en Inde, avec la soi-disant «révolution verte», à encourager l'introduction de machines, le recours massif aux engrais, pesticides, insecticides, dans certains pays du Tiers-Monde. L'objectif n'est pas d'assurer le développement de l'agriculture conformément aux besoins des masses, mais d'écouler des machines, des denrées manufacturées, à un prix élevé et de renforcer la dépendance économique et financière des pays bénéficiaires qui doivent emprunter de plus en plus pour payer. Pour les pays du Tiers-Monde, la prétendue aide n'est qu'un pillage camouflé. En effet, 45% de l'aide est constituée par des prêts privés, à taux très élevé, pour les prêts d'Etat, le système de *prêts liés* (qui forcent celui qui reçoit une somme à acheter un certain matériel aux prix fixés par le vendeur) a pour conséquence que les sommes attribuées sont diminuées en fait de 20%. La dette des pays du Tiers-Monde augmente sans cesse : 37,5 milliards en 1965, 88 fin 72 ! *Plus de la moitié* de l'aide annuelle reçue sert à rembourser la dette précédente. D'après la banque mondiale, en 1980, 70% des sorties d'argent des pays du Tiers-Monde seront consacrées à rembourser les dettes.

Mais l'introduction de machines, l'utilisation d'engrais, etc... vendus par les pays impérialistes dans la mesure où elles contribuent à une certaine modernisation de l'agriculture, à un certain développement des forces productives dans les pays du Tiers-Monde ne peuvent que se retourner contre les pays impérialistes, et contribuer à renforcer les atouts des pays du Tiers-Monde dans leur lutte contre l'impérialisme.

●

Après la mise en cause de l'impérialisme et particulièrement des deux super-puissances aux conférences mondiales sur la démographie, et sur le droit des peuples à disposer de leurs eaux territoriales, cette conférence mondiale met encore en cause l'impérialisme. Notre peuple soutient les luttes des peuples du Tiers Monde contre le brigandage impérialiste.

Monique CHERAN.

. . . En Chine Socialiste, l'homme domine la nature.

EN CHINE SOCIALISTE, LA FAMINE A DISPARU.

En Chine, la famine a disparu. Les impérialistes ne peuvent cacher leur dépit devant cette réalité, car c'est un exemple dangereux pour leur domination.

Avant la libération, 300 millions de Chinois connaissaient une disette permanente. Aujourd'hui cette période est révolue. Malgré les calamités naturelles, sécheresse, inondations, tremblements de terre... il n'y a plus de famine. La raison est simple: le socialisme, la collectivisation des moyens de production, donnent aux hommes les moyens de mener victorieusement des combats gigantesques contre la nature. A l'heure actuelle, un immense effort est fait pour dompter les fleuves qui, par leurs crues dévastatrices, ravageaient les récoltes, tuaient des milliers d'hommes. Depuis 1952, chaque année, un million de paysans ont participé aux travaux de terrassement, déplacé 600 millions de mètres cubes de terre pour surélever et consolider les digues des deux grands fleuves sur 400km. En 1963, la commune de Dazhai a été victime de pluies catastrophiques: les terres ont commencé à glisser, des habitations se sont effondrées, les champs en terrasse ont été partiellement détruits et la récolte menacée. En comptant sur eux-mêmes, les paysans se sont mis au travail; ils ont sauvé la récolte. Partout on irrigue, on plante des arbres, on préserve la terre.

Si de tels travaux sont possibles, c'est parce que les hommes qui ne ménagent pas leur peine pour les mener à bien, voient à quel point ils sont profitables à la communauté. La conscience socialiste de la nécessité de travailler pour le bien-être général anime les paysans. Parce que le rendement à court terme n'est pas le critère.

Dans la lutte contre la nature, seul le socialisme apporte aux hommes les moyens, les connaissances nécessaires pour la vaincre. Non pas que les impérialistes soient tout à fait incapables de trouver des méthodes, mais parce que, ce qui compte pour eux, c'est le profit, au mépris de la vie des travailleurs, au mépris du cadre naturel.

RFI / Dr de Publication C. Rey / N° de Commission Paritaire 51.165 / diffusé par les NMPP